PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS !

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 18 OCT. 1966 — N° 67

Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

BRONZAVIA
3 semaines de débrayages

(PAGE 6)

il y a 10 ans

LES OUVRIERS HONGROIS PRENAIENT LES ARMES

(PAGE 3)

DE L'ASSOCIATION CAPITAL-TRAVAIL A L'AMENDEMENT VALLON

PERIODIQUEMENT, et surtout en période pré-électorale, le monstre du Loch-Ness gaulliste qu'est « l'association capital-travail » est signalé et décrit par la presse sous une apparence ou une autre. Les « législatives » approchant, on en reparle, bien sûr, aujourd'hui, sous le nom « d'amendement Vallon » du nom d'un député qui essaye de bien faire.

Lorsque vers 1947, au temps du R.P.F., de Gaulle avait lancé la formule, lapidaire mais obscure, d'association Capital-Travail, il pouvait se permettre de rester dans le vague. Mais depuis 1958 la question se pose différemment : le gaullisme a besoin d'un visage social. De Gaulle a ressorti du placard aux accessoires l'association Capital-Travail, sans préciser plus qu'avant ce qu'il entendait par là. C'est à l'intendance de suivre, c'est-à-dire à ses ministres d'expliquer ce qu'il dit.

Si les projets furent nombreux, il y en eut autant à peu près que de périodes électorales, ce qui depuis 1958 ne manqua pas, les réalisations ne le furent guère.

Le problème est pourtant simple. Premièrement : il s'agit prendre des mesures qui intéressent les travailleurs, au point de les faire se préoccuper du développement de « leur » entreprise plus que de leurs propres intérêts. Jusqu'à leur faire apparaître le régime gaulliste comme « social ».

Deuxièmement, il faut que les mesures en question intéressent les organisations syndicales. Il n'est pas question de « lier » les travailleurs aux entreprises sans l'accord, sinon le soutien, des organisations syndicales. C'est nécessaire tant sur le plan de l'entreprise elle-même que sur celui de la politique car, en dernière analyse, le régime gaulliste n'existe que parce que les organisations syndicales ne le combattent pas outre mesure.

Dernier point, il ne faut pas que cela coûte cher au patronat (rien, de préférence). La bourgeoisie est en effet rebelle à tout ce qui pourrait entamer ses profits. Sans compter que, pour elle, la justification du gaullisme c'est justement d'être un régime qui lui permet de faire supporter tout le poids de la concurrence étrangère sur les travailleurs et les couches les plus pauvres de la population. Donc, pas question que l'association capital-travail soit un appât couteux.

C'est ce petit problème que de Gaulle pose à ses ministres depuis huit ans afin de pouvoir affirmer, une fois qu'il sera résolu, que les classes sociales n'existent plus en France.

De là les « solutions » les plus variées dont on a parlé depuis quelques années, présentées aux travailleurs comme mirifiques, aux syndicats comme intéressantes et au patronat comme ne coûtant pas un centime. De là aussi le fait qu'aucune n'ait été appliquée.

On a parlé de distribuer des actions aux travailleurs. Mais les patrons, bien sûr, n'en distribuèrent que peu. Les heureux bénéficiaires, au lieu de se sentir alors un petit peu « patrons » et de travailler d'arrache-pied pour que leur part de capital leur rapporte au bout de l'année 50 centimes plutôt que 45, se sont empressés de revendre les actions, devenues alors de très modestes primes, ou, au mieux, se sont désintéressés d'un bout de papier inutile.

Même quand il s'agit de clinquant ou de bijou en toc, il faut y mettre le prix pour qu'il ait une certaine apparence.

On parle actuellement de remettre ces actions non aux travailleurs eux-mêmes mais aux comités d'entreprises. Cela intéresserait les syndicats... mais les travailleurs s'en désintéresseraient encore plus. Pour que cela ait une certaine incidence sur la vie des travailleurs, il faudrait, là encore, des sommes considérables que les patrons ne sont pas plus prêts à verser. De là certains efforts qui essaient de persuader les chefs d'entreprises que l'argent ainsi géré par les C.E. pourrait servir aux investissements, etc...

C'est évidemment une affaire à suivre... où les épisodes se ressemblent et qui sera, bien entendu, sans queue ni tête, car il est impossible, même à un ministre gaulliste, de concilier des intérêts inconciliables.

QUAND LE PATRON S'Y MET

D'après « Le Monde » du 14-10-66, dans une entreprise de poterie des Vosges, à Jeanmenil, la direction vient d'employer une procédure inhabituelle pour répondre à un ordre de grève d'une heure lancé par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. qui estimaient insuffisante l'augmentation de 7 centimes offerte par l'employeur.

La direction organisa un référendum parmi le personnel pour savoir s'il était ou non favorable à un débrayage. Il y eut une majorité de oui et la grève eut lieu.

Vraiment envieuse époque où le patronat fait semblant d'offrir aux syndicats par l'intermédiaire des C.E. la gestion de ses entreprises et où il organise les débrayages. Espérons qu'ils pensera à alimenter la caisse de grève !

LA C.I.A. AU PARFUM

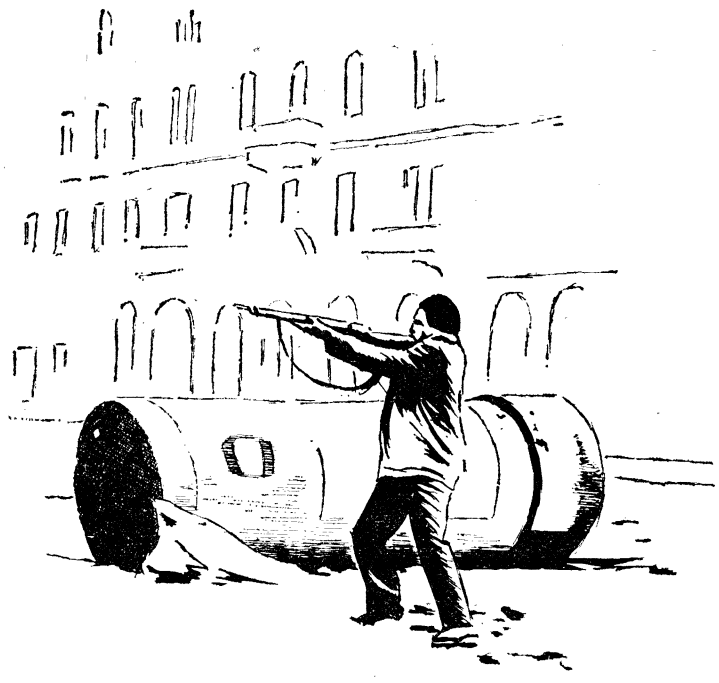
Deux hommes d'affaires viennent d'être jugés pour avoir fait sortir illégalement sept bombardiers B-26 des Etats-Unis afin de les livrer au Portugal.

Ils ont affirmé avoir eu l'accord des services secrets américains.

En effet, si le gouvernement américain s'est engagé à ne pas fournir au Portugal des armes qui pourraient lui servir en Afrique, la C.I.A., elle, « lutte contre le communisme » par tous les moyens.

Tout en les acquittant, le tribunal a rejeté la thèse des accusés, sans s'intéresser aux facilités troublantes dont ceux-ci avaient bénéficié.

Cette belle discrétion montre une fois de plus que dans le monde capitaliste, « Police partout, justice nulle part ».



A PARIS

La prochaine réunion du

Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

LUNDI 24 OCTOBRE, à 20 h 30, Palais de la Mutualité. Salle D, 1er étage, 24, rue Saint-Victor, Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

Xe ANNIVERSAIRE DE L'INSURRECTION HONGROISE

NOTA : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitations. Ces invitations peuvent être retirées à nos permanences ou à la librairie : LA NEF DE PARIS, 25, rue des Boulangers, Paris-5e

A LIÈGE

Manifestation internationale contre la guerre

(Voir article et photos en pages 4 et 5.)

LES LEGISLATIVES (Suite et à suivre)

GAUCHE ! DROITE !... LES DEUX PATTES DE LA BOURGEOISIE

POUR tous les pourfendeurs du « pouvoir personnel », du P.C.F. à Mitterrand en passant par le vieux parti Radical qui commence à sentir la naphtaline et la non moins sénile S.F.I.O., l'heure est venue, où ne va pas tarder à venir, d' « abattre » le gaullisme. Comment ? En gagnant la majorité au Parlement. Ce serait là le moyen... radical-socialiste de mettre fin au règne du tyran. Qu'on lise et relise leur presse, aucun d'entre eux ne parle d'autre chose : voici venir les élections ! Et si le plus « extrémiste » (il faut entendre le PCF, bien sûr) clame à tous les échos qu'il œuvre à un « puissant mouvement populaire », il s'agit, cela va de soi, d'appeler les travailleurs et tous les « démocrates » (?) à foncer, en masse, aux urnes, armés de leur bulletin de vote aux couleurs de la gauche. Même les grè-grèves que la C.G.T. organise n'ont d'autre but que d'entretenir le climat. Les choses sérieuses, ce sont les élections.

La « bataille » des Législatives est donc engagée. Elle aurait même débuté aux dernières élections présidentielles. Plus tard, sans doute, viendront d'autres terribles conflits : des municipales, ou bien des cantonales, à moins, que concentrant leurs forces pour l'assaut final, la « gauche » ne convie les travailleurs à jeter à bas les monopoles aux futures élections présidentielles qui se tiendront dans six ans. Exaltantes perspectives !

Examinons de plus près cette gigantesque lutte qui s'engage. Et voyons un peu ce « réalisme » politique qui guide la gauche, puisque gauche il y a. Car, évidemment, ceux qui dénoncent cet aberrant crétinisme électoral, sont des utopistes en mal de barricades et de drapeaux rouges, quand ils ne sont pas tout simplement des « diviseurs » qui font « le jeu » du pouvoir gaulliste. Les temps ont, nous dit-on changé, sachons tenir compte des réalités nouvelles : les ouvriers de 1966 ne veulent pas de la révolution! Ils veulent un salaire décent, même si c'est à coup d'heures supplémentaires, la télé, la voiture et la paix. Soit. Finis les barricades, le grand Soir, la Révolution. Tirons un grand trait sur ce bon vieux passé révolutionnaire. D'ailleurs aujourd'hui, comme l'avait prédit le grand camarade M. Thorez, on ira au socialisme « pacifiquement ». Bien avant lui, sans doute, des Berstein et des Kautsky avaient dit la même chose et Lénine qui les traitait de renégats, de charlatans et de semeurs d'illusions est bien dépassé. Soyons donc réalistes.

Gagner la majorité ? Comment ? Pour les staliniens, une seule voie : l'union de la gauche sur un programme commun. C'est le leit-motiv actuel. Tous les jours, « l'Humanité » enfonce le clou. Les responsables à la base le répètent aux adhérents. Et ceux-ci, dans leurs quartiers, dans les usines se multiplient pour susciter ce « puissant mouvement populaire » recommandé par Waldeck-Rochet. On rédige des pétitions, on crée des délégations, on prend contact avec les organisations « de gôche ».

Mais qu'« est-ce que la Gauche ? » QUI sont la Gauche ? Qu'appelle-t-on démocrates ? Pour les « communistes » du P.C.F. cela est clair : la gauche c'est le P.C.F. + la SFIO + les Radicaux + le PSU (mais qui ne compte guère) + des divers (dont Mitterrand) que pas grand chose ne distingue des précédents. Aux militants, on dit qu'il y a là l'alliance ouvriers-classes moyennes. Rien de plus faux. Il s'agit bel et bien d'une alliance du PC avec des partis BOURGEOIS, dont **l'électorat se situe dans les classes moyennes et même dans une fraction de la classe ouvrière** ; et ce qui est vrai des radicaux ou des « socialistes » l'est aussi des... gaullistes ! Car si les seuls membres des deux cent familles capitalistes qui dirigent le pays votaient gaulliste, où donc l'UNR aurait-elle trouvé la majorité actuelle ? Une partie non négligeable des travailleurs vote gaulliste, faut-il donc considérer l'UNR comme un parti de gauche ? faut-il lui donner pour autant un certificat d' « ouvrier - paysan - classes moyennes » ?

Et qu'est donc Guy Mollet ? De gauche ? Parce qu'élu par des ouvriers, des instituteurs et des commerçants ? Et qu'est Billières ? Le porte-parole des petits fonctionnaires, des artisans et des paysans qui lui accordent leurs suffrages ? Mitterrand est-il l'homme des midinettes, des employés et des cadres moyens qui votent pour lui ?

La gauche est un fourre-tout. Elle est une formule creuse qui substitue une notion vague à celle des classes.

Mitterrand l'a dit et redit : la gauche, c'est un « courant » (?) républicain (?) partisan du progrès social (?). Quel homme politique ne se réclame pas de ces trois recettes électorales ? Sur quoi juger alors ? Sur les faits, sur les actes politiques de ces hommes de gauche ? Ils seront vite jugés. De la course aux portefeuilles ministériels (tous) à la démagogie électorale (tous) de la répression des grèves (Mitterrand, J. Moch) à l'envoi du contingent en Algérie (Mollet, Mitterrand) de la mise en place des tribunaux d'exception (Mitterrand) à la défense de l'OTAN (tous) ils sont rompus à toutes les besognes que la bourgeoisie leur a demandées. Telle est la gauche

Quant au PC, dont l'inénarrable Guy Mollet disait, il n'y a pas si longtemps, qu'il « n'était pas à gauche, mais à l'Est », il a montré en maintes occasions, qu'il n'avait rien à envier aux autres. En 1936, Thorez pouvait dire aux millions d'ouvriers en grève qu'il « faut savoir terminer une grève ». En 45, il leur demandait de « produire d'abord, revendiquer ensuite » et Tillon, ministre stalinien de l'Aviation envoyait les avions bien français bombarder une manifestation nationaliste dans le Constantinois, en Algérie (45.000 morts). Oui, vraiment, le PC est à gauche ! Et la gauche n'a rien à envier à la droite !

Lorsque la bourgeoisie, en face d'une situation dangereuse pour elle (mécontentement populaire, mobilisation ouvrière) rédigera sa petite annonce : « Bourgeoisie en péril, demande parti-homme-idées à gauche, capables faire illusion ouvrier, en vue gérer loyalement système capitaliste et rétablir situation, bons gages. » Ils seront nombreux sur les rangs les « sauveurs » de la gauche, les Mitterrand, Mollet, Billières, F. Gaillard, Mendès et autres Waldek-Rochet, à venir présenter leurs bons offices. Car, cette gauche « respectueuse », on la connaît trop bien. Rallier les suffrages des salariés et des classes moyennes pour le compte du capital, tel est son rôle. Et si un De Gaulle peut sauver la bourgeoisie d'une crise « à droite », seuls des Thorez ou des Mollet peuvent la protéger d'une crise « à gauche ».

Depuis des décades et des décades, des millions de prolétaires s'échinent sur des machines pour le compte du Saint-Capital. Ils ont connu un tas de régimes, des multitudes de gouvernements tant de droite que de gauche. Et quel a été **toujours** leur lot ? Produire plus et encore plus. Les améliorations de leur sort qu'ils ont obtenues, ils les doivent aux **luttes** QU'ILS ONT MENEES ET NON au caractère « démocratique » de « gauche » ou de « droite » des gouvernements. Pour ne citer que quelques exemples, Jules Ferry, le « laïc » s'illustra par la conquête de colonies, Clémenceau fut un des plus grands briseurs de grèves que la « République » bourgeoise ait connus, Léon Blum, selon ses propres termes fut un « gérant loyal du capitalisme » et Guy Mollet qui n'en est plus le gérant mais le larbin, intensifia la sale guerre d'Algérie.

La responsabilité de tous les charlatans qui, depuis 1848, sèment et entretiennent dans le mouvement ouvrier les illusions parlementaires est écrasante. L'émancipation des travailleurs exige la rupture avec le crétinisme électoral.

Il n'y a pas de gauche, il n'y a pas de droite, qui représenteraient des intérêts et des forces sociales opposées. Il y a différentes politiques et des hommes ou partis qui les expriment qui ont ceci de commun : défendre les intérêts de la bourgeoisie. Sans doute, il y a la façon « à droite » et la façon « à gauche », mais les capitalistes entretiennent eux-mêmes cette « dualité », ils ont besoin qu'il y ait toujours, comme on dit en Angleterre une « alternative » ; quand les conservateurs sont usés, vivent les travaillistes, mais les conservateurs ont l'habitude, ils attendent. Leur tour reviendra. En France aussi, la bourgeoisie possède dans son carquois plusieurs cordes pour son arc.

La lutte que se livrent (électorale bien sûr) ceux de la gauche, de la droite, du centre, du « centre droit » et puis du « centre gauche » pour la conquête du parlement, c'est en fait l'affrontement des nommes et des partis qui posent leur candidature aux capitalistes, pour servir leurs intérêts. On ne peut même pas dire, que derrière la gauche il y a une fraction « intelligente » ou « éclairée » de la bourgeoisie, et derrière la droite, celle qui est rétrograde. Les mêmes monopoles, les mêmes grandes puissances financières qui soutiennent De Gaulle, avaient misé en 1954 sur Mendès-France. Ils sont tout prêt demain, si la situation change, à jouer du Lecanuet, ou du Mitterrand, ou de nouveau Mendès, et pourquoi pas du Waldeck-Rochet. Les staliniens n'étaient-ils pas, en 45, au gouvernement présidé par De Gaulle, avec la SFIO et le MRP. C'est qu'alors, la bourgeoisie avait besoin du PCF pour appeler les travailleurs à « Produire d'abord, revendiquer ensuite ».

Voilà l'Unité de la gauche que le PCF implore ! Ce qu'il veut ce n'est pas le Socialisme. Non ! les ouvriers n'y sont pas « mûrs ». Il faut être réaliste, tout n'est pas possible... Ce qu'il veut, c'est présenter ses lettres de créance à la bourgeoisie (n'a-t-il pas en 36, en 45, et même en 56, respecté ses « engagements » ? Comme Thorez l'a maintes fois rappelé !) pour se faire admettre dans une coalition parlementaire, susceptible de devenir demain une majorité. Et si la bourgeoisie se fait tirer l'oreille, ce n'est pas parce que le caractère « révolutionnaire » du PCF la terrorise, mais parce qu'elle n'est pas du tout sûre, en dépit du nationalisme honteux professé par les staliniens, de la fidélité « nationale » de ceux-ci.

V. GORIA

Les élections municipales de Brive

L'UNITE DE LA GAUCHE, UN MYTHE QUI NE MARCHE PAS TOUJOURS

DIMANCHE 2 octobre avait lieu à Brive, l'élection municipale. On connait les résultats : la liste emmenée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Jean Charbonnel, et l'UNR, à qui s'étaient joints le MRP, le Centre Démocrate et quelques ex-radicaux (tous en théorie adversaires de la politique gaulliste, remarquons le !) l'a emporté sur la liste d'Union des gauches (radicaux, SFIO, PSU, PCF) par 10.997 voix contre 9.956.

La désillusion a été d'autant plus forte qu'aux élections municipales précédentes la liste de gauche (sans les communistes mais avec leur appui) l'avait emporté, au deuxième tour, par 10.235 voix contre 10.171 à celle de Charbonnel. C'était il y a un an et demi, le 21 mars 1965. Mais en juillet de cette année, le conseil d'Etat avait décidé d'annuler l'élection sous prétexte d'irrégularité du scrutin.

Depuis 25 ans, les radicaux tenaient la mairie de Brive. Aussi « le coup de tonnerre » du 2 octobre, pour parler comme **L'Express** a-t-il jeté, à quelques mois des élections législatives, quelque panique chez les candidats députés de gauche.

Certes, le contexte des élections municipales n'est pas exactement le même que celui des législatives : la situation et les problèmes purement locaux y prennent encore plus de place, de même que les traditions ou la personnalité des candidats. Il n'empêche que pour une fois que la fameuse « unité de la gauche » se réalisait, elle s'est traduite par une perte de voix, pas très grande en valeur absolue, mais assez sensible pour entraîner une défaite spectaculaire.

Aussi le PCF s'applique-t-il à démontrer que si l'unité de la gauche n'a pas payé à Brive, c'est parce qu'elle ne s'accompagnait pas de la même unité sur le plan national. Mais la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste continue à laisser Waldeck-Rochet lui tenir la main tout en faisant du pied à Lecanuet. Chacun de ses membres suppute les voix que l'alliance avec l'un ou l'autre peut lui amener ou lui enlever, et en fin de compte se déterminera — c'est évident — sur ce seul critère.

En fait ce qui apparait clairement c'est que tous ces messieurs ne pensent la lutte politique qu'en termes électoraux et la lutte électorale qu'en termes de cuisine, du seul point de vue de la répartition traditionnelle et quasi-immuable des voix.

Pourtant la classe ouvrière, les paysans et les petits bourgeois qui votent à gauche n'ont nullement un attachement mystique à leurs représentants politiques (à Brive d'après certaines statistiques dont ont fait état le **Nouvel Observateur** et l'**Express**, ce serait dans les quartiers ouvriers que la gauche a perdu le plus de voix). Certes les questions de tradition jouent et font que bien souvent on vote à gauche par réflexe. Mais on vote aussi à gauche quand de cette gauche on espère quelque chose, quand on croit (même à tort mais cela est une autre question) que ce succès peut changer quelque chose.

Or, l'unité n'entraîne pas automatiquement cet espoir. Intervient aussi la question de savoir sur quel programme elle se fait. Celui-ci inexistant ou ne se démarquant pas d'avec celui de la droite, on ne voit pas ce qui pourrait provoquer un enthousiasme particulier.

Les électeurs potentiels de gauche s'abstiennent, vont à la pêche ou décident de leur vote sur ce qui à défaut de programme, distingue les listes en présence. Les préjugés, les idées toutes faites jouent dans ce choix le rôle essentiel, et, en règle générale, donc en faveur de la droite. On vote sur l'idée que le fait d'avoir un secrétaire d'Etat à la tête de la mairie, ou, au Conseil municipal, une majorité d'hommes liés au gouvernement permettra d'obtenir quelque vagues privilèges (bien que ce soit en fait nullement certain même pour la bourgeoisie locale, donc encore bien moins pour les ouvriers) ou bien, encore pire, pour la notoriété, ou la bonne mine du candidat.

A ce petit jeu la gauche, dans le contexte actuel part nettement perdante. Or, de toute évidence, elle n'a nullement l'intention d'en changer les règles. Pour les prochaines législatives, Mitterrand l'a dit, Charles Hernu, ministre du « Contre-Gouvernement », l'a répété : ce qui servait de programme pour l'élection présidentielle à savoir « sept options » aussi vagues qu'imprécises, doit suffire encore une fois.

En décembre 1965, Mitterrand affirmait que s'il n'allait pas à la bataille avec un programme plus élaboré, c'était faute de temps. Depuis, le temps a passé, le programme est toujours aussi flou. Et il le restera, car Mitterrand, Mollet et leurs pareils, craignent comme la peste d'être amenés au gouvernement en étant liés par une promesse, même fallacieuse, envers leurs électeurs.

Si donc l'unité de la gauche se faisait aux prochaines élections législatives (ce qui est très loin d'être assuré, puisqu'une bonne partie des « amis » politiques de M. Mitterrand ne la veulent pas, regardent du côté des lecanuettistes — qui regardent eux-mêmes vers les gaullistes — et se sentent renforcés dans cette option par les résultats de Brive) ce serait au mieux dans les mêmes conditions qu'aux élections présidentielles ou à celles de Brive. On peut juger ainsi de ses chances de succès.

J. M.

CERCLE LÉON TROTSKY de Lyon

TOUS LES MARDIS, à 18 heures, à la BRASSERIE DE L'ETOILE, 1, cours Gambetta. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Clermont-Ferrand

MARDI 25 OCTOBRE

à 20 h 30, café « Au Roi du Pinara »

12, boulevard Pasteur (Près des Salins)

LA REVOLUTION DANS LES PAYS DU TIERS-MONDE

CERCLE LÉON TROTSKY de Besançon

TOUS LES MERCREDIS, à 20 heures, au CAFE DU COMMERCE, 10, rue de la République. Participation aux frais : 1 F.

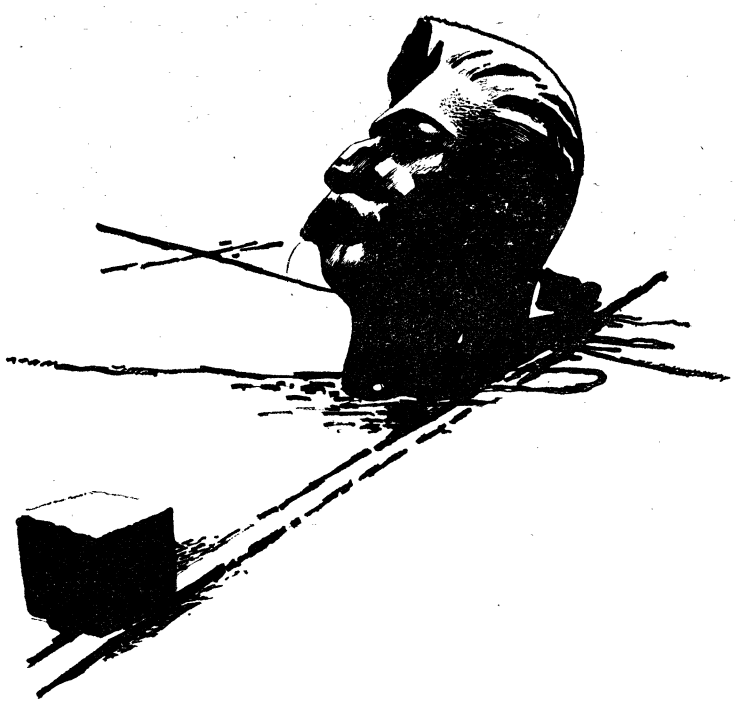
CERCLE LÉON TROTSKY de Dijon

TOUS LES VENDREDIS, à 20 h. 15, au CAFE DE CHINON, rue des Forges. Participation aux frais : 1 F.

Ces réunions ne sont pas publiques. Les invitations sont à retirer auprès de nos militants, dans nos permanences, ou en écrivant au Siège.

Il y a 10 ans...

LES OUVRIERS HONGROIS PRENAIENT LES ARMES



OCTOBRE 1956. Staline est mort depuis trois ans déjà. C'est l'année du XXe Congrès, l'année de la dénonciation publique du culte de la personnalité, des erreurs du passé. L'image sanglante du dictateur défunt commence à s'estomper, pour céder la place à l'image souriante du nouveau Premier secrétaire dont la bonhomie joviale semble symboliser tous les changements intervenus en U.R.S.S. depuis trois ans. Comme si avec Staline le stalinisme était définitivement disparu, enterré, la libéralisation, la démocratisation du régime sont pour certains, fait acquis. Cependant, avec Krouchtchev à la place de Staline, la bureaucratie a changé de chef, mais n'a pas changé de nature. Ce que le second n'a jamais fait — certes, à défaut d'occasion uniquement, — le premier n'a pas hésité à le faire. Le 23 octobre et le 4 novembre 1956, la bureaucratie russe a envoyé ses troupes à deux reprises pour noyer dans le sang une insurrection populaire en-dehors de ses frontières.

Le 23 octobre 1956 à Budapest, des dizaines, puis des centaines de milliers de personnes manifestent en faveur du peuple polonais qui vient de chasser du gouvernement les représentants les plus haïs d'un régime abhorré. Manifestation de solidarité, certes, mais les manifestants savent que la Pologne, c'est aussi la Hongrie, et acclamer ce peuple polonais qui s'est ébranlé aux cris de « Indépendance et Liberté », c'est lutter pour les mêmes buts en Hongrie.

Manifestation pacifique à ses débuts, mais que la provocation du gouvernement et les violences des sbires du régime ne tarderont pas à transformer en un sanglant affrontement. Devant l'immeuble de la Radio, où ils sont venus pour faire lire leurs revendications, les premiers manifestants tombent sous les balles de la police de sécurité. Et dans la nuit, pendant qu'au cœur de la ville d'autres manifestants déboulonnent l'énorme statue de Staline, symbole de la dictature du passé, les troupes du « déstalinisateur » Krouchtchev interviennent pour la première fois pour prêter main forte à la Police politique, déjà débordée. Mais ni cette police, pourtant forte de 100 000 membres, ni même les troupes d'occupation soviétiques n'y suffisent plus. Le régime haï s'écroule en l'espace de quelques heures. Pendant que, d'heure en heure, le gouvernement publie des communiqués de victoire, des bulletins annonçant la reddition des derniers groupes d'« émeutiers », de « bandits », de « canailles fascistes », l'armée hongroise se dissout, les soldats rejoignent les insurgés ; la rue appartient à la révolution. Et elle lui appartiendra jusqu'à ce que, à partir du 4 novembre les 200 000 soldats des unités fraîchement débarquées de l'armée rouge reconquièrent la capitale et les centres industriels rue par rue, immeuble par immeuble, usine par usine.

Du 23 octobre au 4 novembre et même au-delà, tout un peuple a lutté pour sa liberté.

Des ouvriers qui en avaient assez de la terreur policière dans les usines, des conditions de travail et de vie pénibles, des normes imposées, des salaires bas, des emprunts forcés, du travail du dimanche en l'honneur de tels ou tels chefs qui se prétendaient des leurs, de l'interdiction de la grève et même de la simple protestation, de l'absence des plus élémentaires droits : celui de se réunir, celui de s'organiser. Des paysans qui en avaient assez de la collectivisation forcée, des injustices du système des livraisons obligatoires. Des intellectuels, des étudiants qui en avaient assez de dépeindre en rose ce qui était noir, d'être obligés de taire leur opinion, du manque de liberté de presse et de réunion. Tout le peuple enfin qui en avait assez des arrestations, de la terreur, de l'omniprésence et de la toute-puissance de la police politique, des procès bidons, des condamnations à mort de gens qu'on réhabilitait le lendemain, des élections truquées, de l'absence enfin de toute liberté et de toute démocratie à l'intérieur, et de la dépendance de leur pays d'un pays étranger.

Insurrection populaire, certes, l'insurrection d'octobre 56 l'était. Et les écrivassiers de la presse stalinienne et de l' « Humanité » en particulier, ont bien du mal à expliquer l'écroulement de tout le régime et la nécessité de mobiliser les 200 000 soldats et les 2 000 chars de l'une des armées les plus perfectionnées du monde pour les agissements de « quelques bandes d'émeutiers ». Mais l'argument qui consiste à expliquer une insurrection populaire par les « agissements de quelques agents venus de l'étranger » — communistes ou fascistes selon les circonstances — pour usé et archi usé qu'il soit par tous les régimes oppresseurs, est apparemment le seul que puissent invoquer ceux qui veulent « justifier » une répression antipopulaire.

Octobre 1956, insurrection populaire, cela seul suffit à qualifier le rôle abject de la bureaucratie soviétique.

Mais il était plus que cela. Car la classe ouvrière hongroise qui, tout au long de l'insurrection, en a été l'élément moteur (dès les premiers jours 80 % des blessés dans les hôpitaux étaient de jeunes ouvriers), a su renouer avec les traditions du prolétariat russe de 1917 et créer ses organes de pouvoir : les conseils ouvriers homologues des soviets russes de 1917. Ces conseils ouvriers, créés dans la plupart de usines, s'affirmaient au fur et à mesure de l'écroulement de l'appareil d'Etat, comme des organes par lesquels la classe ouvrière exprimait, de plus en plus clairement, ses objectifs de classe. Ils s'affirmaient comme des organes de pouvoir qui contestaient dans les faits tout pouvoir en dehors du leur, et dont la puissance provenait de la force de la classe ouvrière en armes elle-même. Dans certaines régions industrielles ils ont entièrement pris la place de l'administration « officielle » en débandade.

Et, alors que quelques jours après l'intervention du 4 novembre l'insurrection armée fut écrasée par la force militaire supérieure des troupes soviétiques — les derniers nœuds de résistance furent les quartiers ouvriers et les grandes usines — les conseils ouvriers ont tenu tête pendant près de deux mois encore au gouvernement fantoche du contre-révolutionnaire Kadar.

La répression brutale de l'armée russe a eu raison de la révolution hongroise. En ce dixième anniversaire, les bureaucrates du Kremlin et leurs fantoches hongrois peuvent fêter leur « victoire ». Ils peuvent se réjouir d'avoir fait taire par la terreur tout un peuple, d'avoir brisé et interdit les conseils ouvriers, d'avoir tué, emprisonné ou déporté les meilleurs éléments de la classe ouvrière hongroise, d'avoir noyé dans le sang la révolution.

Mais les blessures les plus profondes se referment. La classe ouvrière hongroise se relèvera et reprendra le combat dans les rangs du prolétariat mondial lorsque celui-ci se mettra en marche pour abattre définitivement les oppresseurs capitalistes à l'Ouest et bureaucrates à l'Est.

Georges KALDY

De la contradiction ! ou la difficulté d'être un bon élève de Mao Tsé Toung

BRASSARDS rouges ornés de caractères chinois pour le service d'ordre, portraits de Staline et Mao Tsé Toung, à côté de ceux de Marx, Engels et Lénine, banderole proclamant « Vive la grande révolution culturelle prolétarienne de Chine » : le Mouvement Communiste Français (marxiste-léniniste) tenait meeting, jeudi 13 octobre, dans une des salles du Palais de la Mutualité à Paris.

De la « grande révolution culturelle prolétarienne » les assistants, au nombre de 3 à 400, n'ont guère appris davantage que ce qu'ils avaient pu lire déjà dans les brochures et journaux chinois ou pro-chinois. C'est-à-dire pas grand chose. Les orateurs pourtant, nous ont-ils dit eux-mêmes, revenaient d'un voyage en Chine populaire. L'un d'eux même, R. Bergeron, ancien rédacteur de **L'Humanité**, et présentement rédacteur en chef de **L'Humanité Nouvelle**, organe du MCF (ml) y a séjourné 3 ans.

Cela n'en a incité aucun à abandonner les prudentes généralités pour le tableau détaillé et les explications en profondeur qu'exigerait pourtant l'événement historique qui se déroule, d'après eux, actuellement en Chine.

On s'est donc contenté de nous dire, en substance, que la Chine, où règne, bien sûr, la plus grande liberté et où toute initiative appartient aux masses, faisait pour la première fois dans l'histoire universelle la « révolution culturelle » nécessaire pour instaurer le communisme. Car le communisme, c'est connu (du moins par les pro-chinois), exige non seulement une révolution politique, sociale et économique, chose que la Chine a déjà fait nous dit-on, mais aussi un changement des mœurs, des mentalités, des idées... en un mot une « révolution culturelle ».

Des explications sommaires...

Evidemment, on aurait aimé qu'au lieu des mêmes affirmations dix fois répétées, les orateurs creusent un peu la question. Qu'ils disent et montrent ce qu'est cette « révolution culturelle », c'est-à-dire, puisqu'il est question de leur changement, quelles mœurs, quelles mentalités, quelles idées doivent être extirpées et par quoi elle doivent être remplacées. Et puis aussi par quels moyens cela peut se faire ? D'autre part la base politique, économique et sociale pour la révolution culturelle étant selon eux, maintenant acquise en Chine, il aurait été bon sans doute que l'on nous dépeigne cette infrastructure et ses relations avec la nouvelle culture, en quoi celle-ci est permise et nécessitée par la société chinoise actuelle !

Hélas, jeudi dernier, tous sont restés muets sur ces questions. Est-ce parce qu'ils n'ont pas trouvé de réponse, ou parce qu'ils n'ont pas songé à se les poser ? On hésite certes.

Mais ce que l'on peut retenir des admirateurs de Mao, c'est qu'ils procèdent en matière intellectuelle (si l'on peut dire) de la même façon que ceux de feu Staline. Celui-ci aussi, un beau matin de 1933, décréta que la Russie soviétique avait atteint un nouveau stade historique : le socialisme. Ce que cela signifiait au juste, les rapports de cette notion avec la réalité politique sociale et économique de l'URSS, plus personne ne fut admis à le discuter. Et, depuis, sans davantage s'interroger, les zélateurs du petit père des peuples, puis de ses successeurs, ne font que répéter, jusqu'à plus soif, que l'URSS est un Etat socialiste. Avec les pro-chinois et la révolution culturelle nous avons affaire à la même manière de raisonner... ou plutôt à la même absence de tout raisonnement.

...Pour staliniens attardés...

La deuxième partie de la soirée fut plus spécialement consacrée, à la suite d'un certain nombre de questions venues de la salle, à l'exposition des griefs adressés par les pro-chinois au PCF. Et pas plus ici que là les dirigeants du MCF (ml) ne brillèrent par la cohérence des idées.

Le P.C.F. trahit actuellement, par une politique qui ne vise qu'à passer des compromis avec Mitterrand et autres Guy Mollet, c'est-à-dire les représentants politiques de gauche de la bourgeoisie, les intérêts de la classe ouvrière. Soit, nous sommes d'accord là-dessus.

L'ennui pour les pro-chinois, c'est que les compromis pourris de ce style il y a trente ans, au bas mot, que le staliniens, en France et ailleurs, les passent avec la bourgeoisie. Or, il n'y a que quelques années que Mao et la direction du PC chinois ont découvert et dénoncé publiquement le « révisionnisme moderne ». D'où la gêne et l'embarras éprouvés par leurs partisans pour faire une critique de la politique du P.C.F., qui ne soit pas une critique de Staline, inspirateur de la même politique, et des chinois qui ont affirmé leur solidarité avec elle pendant des dizaines d'années.

D'où, jeudi soir les positions contradictoires des différents orateurs. Certains laissent entendre que leur critique du P.C.F. remonte dans l'histoire jusqu'à 1936, d'autres se contentent de parler d'aujourd'hui. Cette incohérence est peut-être le fruit du passé, assez hétéroclite, des dirigeants du MCF (ml) car, assurément, les jeunes sortant du PSU, sont là plus à leur aise qu'un Bergeron, qui participait il n'y a pas si longtemps à la rédaction de **L'Humanité**.

Mais elle est due surtout au fait que, sans s'embarrasser de considérations théoriques, ils ne visent qu'un but tout à fait empirique : recueillir l'adhésion de tous les anciens staliniens qui, à des époques diverses, ont eu des divergences avec le PCF, parce qu'ils le trouvaient trop mou, mais sans avoir été jusqu'à une analyse sérieuse de sa politique. Pour ceux-là il s'agit de faire des critiques du P.C. assez vagues pour qu'ils puissent y reconnaître les leurs, quelles qu'elles soient et quelle que soit l'époque où elles se situent, sans mettre en cause, même indirectement, la direction du P.C. chinois. Or c'est difficile. et en tout cas ça ne supporte pas l'analyse. Il est vrai que les pro-chinois non plus.

...Qui maintiennent les bonnes traditions

La soirée se termina par un incident ridicule. Parce qu'il avait fait mine d'interrompre un orateur, un molletiste farfelu (que venait-il faire dans cette galère ?) se vit prendre à partie par les gardes rouges du service d'ordre qui entreprirent manu militari de l'expulser. Seul et ridicule il ne risquait pourtant guère de créer la confusion et il aurait certainement été facile de lui faire respecter la discipline de la réunion sans recourir aux moyens extrêmes.

Quelques protestations fusant de l'assistance, on lui donna alors la parole. Et il faut reconnaître qu'il n'y avait pas meilleur moyen pour l'annihiler puisqu'il ne sut qu'expliquer que si Guy Mollet avait envoyé le contingent en Algérie... c'était pour empêcher une emprise plus grande de l'armée de métier.

Mais la réaction du service d'ordre semble prouver qu'à leur faible échelle, les maoïstes ont les mêmes réactions que les staliniens classiques. Et que, comme ces derniers, à défaut de confiance dans leur argumentation, ils n'hésiteraient pas à la remplacer par des coups. Si la révolution culturelle prétend changer les mœurs en Chine, elle ne les adoucit pas ici.

Jacques MORAND

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
Paris-Xe
Abonnement 6 mois : 10 F.
au nom de Maurice Schrœdt.
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication :
M. SCHRŒDT
Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE
DE LA PLAINE SAINT-DENIS
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté
par des ouvriers syndiqués.

A LIÉGE

manifestation int
contre la guerre

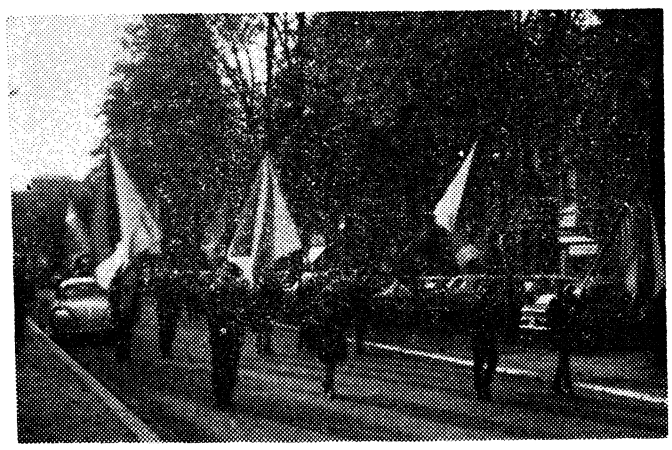
La banderolle de la J.C.R.

Liège, le 15 octobre 1966.

Dès 15 heures, les différents groupes qui participent à la manifestation antimilitariste internationale organisée par les « Jeunes gardes socialistes » belges attendent sur l'aire de ressemblement, place de l'Yser, le moment où le cortège se mettra en marche.

Il n'y a là que des organisations de jeunesse, puisque telle a été la volonté, réaffirmée lors du meeting qui suivit la manifestation, des dirigeants de la « Jeune garde » « Jeunesse » quelquefois toute relative puisqu'à ce même meeting le représentant des « Jeunesses du P.O.U.M. » devait commencer son intervention par ces mots : « Je me souviens, il y a trente ans, en Espagne... »

A notre époque, on comprend mal un tel choix, qui pouvait avoir un sens à l'âge d'or de la social-démocratie, alors que les organisations de jeunesse avaient une existence et quelquefois une autonomie réelle, mais qui n'en a plus guère aujourd'hui puisque les organisations révolutionnaires actives sont essentiellement composées de jeunes, et que la plupart des organisations dites de jeunesse ne sont pratiquement qu'une transposition sous un autre nom d'organisations existant par ailleurs.



Les organisateurs

Il est vrai que le qualificatif « d'organisation de jeunesse » permet, triste avantage, de tolérer des mœurs organisationnelles n'ayant que de lointains rapports avec le bolchevisme.

Et les mots d'ordre, vagues, mis en avant : « A bas l'armée », « Quittons l'O.T.A.N. », « A bas l'agression américaine au Vietnam » allaient permettre de plus la participation d'organisations ou de mouvements extrêmement divers, d'importance numérique très inégale d'ailleurs.

Le premier regard sur les 2.500 ou 3.000 jeunes qui se trouvent sur le terre-plein de la place de l'Yser, suffit à révéler, sous l'apparente unité des drapeaux rouges, la disparité des organisations participantes.

Trois groupes, en effet, représentent à eux seuls près de la moitié de l'effectif total. Ce sont tout d'abord les « Young socialists » britanniques, les plus nombreux de loin, et les deux participants français : « Révoltes » et les « Jeunesses communistes révolutionnaires ».

Si ces derniers ont centré tous leurs slogans sur le Vietnam, les « Young socialists » et « Révoltes » brandissent des banderoles et de multiples pancartes qui proclament leur solidarité avec les insurgés hongrois de 1956, et qui réclament la libération des trotskystes polonais emprisonnés.

La banderolle de « Révolte »

Ces inscriptions ne semblent pas satisfaire d'autres participants. Car si les « communistes » khrouchtchéviens qui participent à la manifestation sont peu visibles, les pro-chinois le sont plus. Surtout sur le plan « littéraire », puisque les deux « partis communistes « pro-chinois qui existent en Belgique, et dont un seul participe à la manifestation, distribuent des tracts s'accusant mutuellement d'être des agents du C.I.A. et... des trotskystes.

On remarque aussi une délégation allemande assez importante, mais composée de représentants de groupes divers, des délégations italiennes, espagnole, grecque et scandinaves, et un petit contingent d'anarchistes groupés autour d'un drapeau noir et rouge.

Les provos hollandais, tant attendus par les amateurs de folklore international, ont presque tous été retenus à la frontière et ne sont guère représentés que par quelques individus réclamant le « free sex » (le sexe libre), et proclamant « faites l'amour, pas la guerre ».

Les « Jeunes gardes socialistes » aisément identifiables à leurs chemises bleues et à leurs cravates rouges, ne sont guère plus de quelques dizaines.

Il est 15 h. 30 quand la manifestation s'ébranle.

Etirés dans les rues de Liège, elle a malgré tout assez fière allure. Les éléments folkloriques que l'on pouvait admirer à loisir place de l'Yser se remarquent à peine au passage dans le cortège, et il ne reste plus que ces dizaines de drapeaux rouges, ces banderoles et ces pancartes criant en toutes les langues la haine de l'impérialisme et de, ses armées, l'espoir de ces jeunes en une société nouvelle.

Mais le public est assez peu nombreux dans les rues que la manifestation emprunte. Et si les passants s'arrêtent pour regarder ce spectacle insolite, ils demeurent indifférents. Nulle part on ne voit s'allumer dans leurs yeux la moindre lueur de sympathie ou de complicité. Pas d'hostilité non plus d'ailleurs. Les chiens ne hurlent pas, mais la caravane passe quand même dans le désert. La classe ouvrière de la grande ville industrielle est absente. L'apathie des « vieux » diront les thuriféraires de la jeunesse. Mais les organisateurs de la manifestation se sont énergiquement refusés à faire un quelconque travail de propagande à ce sujet en direction des entreprises.

Il est plus de 18 heures quand la manifestation atteint la place Lambert. Mais elle ne se disloque pas, et le cortège s'engouffre et se tasse comme il peut dans une vaste salle préparée à cet effet par les Jeunes Gardes. Elle est rapidement pleine à craquer et la grande majorité des auditeurs sont debout.

La parole va être donnée successivement au représentant de chaque organisation participante, mais ils seront

DANS LA TRADITION DE JOSEPH :

COMMENT LES « MARXISTES-LÉNINISTES » de l'Humanité Nouvelle réécrivent l'histoire

Il y a un an, le 2 octobre 1965, un groupe d'officiers d'extrême droite, appuyés en sous-main par la C.I.A. américaine, s'emparait du pouvoir en Indonésie. Le bain de sang qui s'ensuivit fit, selon les estimations diverses de 200.000 à 500.000 victimes. Tous ceux que l'on soupçonnait d'être « communistes » étaient arrêtés, torturés, exécutés ou réduits à une clandestinité précaire parce que non préparée. Le Parti communiste indonésien (PKI) dont la direction et les principaux cadres avaient été durement touchés par la répression, se vit interdire toute existence légale. Ses locaux furent confisqués. Rappelant ces événements, l'Humanité-Nouvelle, organe du Mouvement Communiste Français (marxiste-léniniste) (la tendance pro-chinoise du mouvement stalinien) affirme que « malgré le sacrifice suprême consenti par des milliers de révolutionnaires indonésiens exemplaires, » ce 2 octobre 1966, premier anniversaire du putsch fasciste, n'est pas, pour les communistes véritables, l'anniversaire d'une défaite. Il y a un an, le « pays des 3 000 îles est entré dans la phase finale de sa révolution » (Humanité Nouvelle 6 octobre 1966). Et pour soutenir cette opinion le rédacteur du journal s'efforce de monter en épingle des actions de guérillas, réelles ou imaginaires, dirigées par le PKI. Il écrit que « les putschistes sont aux abois », que « les forces fascistes sont en état d'alerte », que « malgré la terreur de masse, la clique Suharto-Nasution-Malik s'avère chaque jour plus impuissante à juguler la lutte du peuple indonésien ».

Notons également que cet article parle de la « clique militaro-trotskyste » de Nasution et des officiers « fascistes et trotskystes » qui se seraient trouvés à la tête du putsch. C'est un procédé d'amalgame classique qui ne saurait étonner sous la plume d'adeptes enthousiastes de Staline. Mais, ce que l'Humanité Nouvelle n'explique pas, c'est comment sant « défaite » un parti communiste de trois millions et demi de membres, contrôlant une organisation de jeunesse (Pemuda Rakjat), forte de 3 millions d'adhérents, un syndicat (SOBSI) groupant 3,2 millions de travailleurs, une ligue de 7 millions de paysans (BTI), un mouvement de 1,7 millions de femmes (Gerwani) a pu, du jour au lendemain, perdre toute sa puissance sans combattre, et se retrouver aujourd'hui tentant d'animer de sporadiques guérillas.

Mais cela, les pro-chinois ne peuvent ni ne veulent l'expliquer, car il leur faudrait alors faire une critique radicale de la politique du PKI.

Or, le PKI était, depuis la fin 62, un des plus fidèles soutiens du Parti communiste chinois. Cela n'empêchait d'ailleurs nullement ses dirigeants de soutenir sans réserve Soekarno, représentant neutraliste de la bourgeoisie indonésienne. Son secrétaire général, Aidit, était vice-président de l'Assemblée nationale et membre du gouvernement ; Lukman — second vice-président du parti — exerçait les mêmes fonctions ; Njoto — premier vice-président du parti — secrétaire de la Confédération syndicale SOBSI, entrait au gouvernement en août 64 comme ministre délégué à la présidence. Un peu plus tard, en mai 1965, deux autres membres du PKI, Reksoprodjo et Sudirojo, devenaient respectivement ministre de l'électricité et ministre de l'irrigation. Aidit se déclarait prêt « à aider de mon mieux le docteur Soekarno » et expliquait aux militants qu'il fallait « continuer et consolider ce qui, dans le pouvoir d'Etat, est en faveur du peuple » car « l'important n'est pas de renverser le pouvoir d'Etat de la république ».

La suite est connue. L'armée, un des piliers de ce pouvoir d'Etat qu'Aidit ne voulait pas renverser, s'est emparé elle de tout le pouvoir et a réduit le PKI au silence. Quant à la direction du PKI, jusqu'au bout, elle s'accrochera à Soekarno qui, le moment venu, laissera le massacre s'accomplir sans broncher. Et, si les rédacteurs de l'Humanité Nouvelle sont si discrets sur ces aspects de la politique du PKI, c'est qu'en définitive, ils prouvent, dans la pratique de la lutte des classes, que la ligne pro-chinoise n'a rien à envier à sa consœur russe quant au soutien des bourgeois « nationaux » et à la trahison des masses populaires.

L. STERN

ternationale

hélas peu nombreux à être brefs et concis, et au fil des deux heures et demie que va durer le meeting, l'attention des participants connaîtra bien des éclipses.

Trois interventions retiendront cependant l'attention générale, celles des délégués des trois principales délégations.

Après les allocutions en langue française et allemande des organisateurs J.G.S. la parole est donnée à la représentante des « Young Socialists ». Celle-ci explique en substance qu'il n'y a pas de lutte contre la guerre du Vietnam sans lutte anti-impérialiste d'ensemble, sans lutte révolutionnaire, et que le trotzkisme est le marxisme révolutionnaire de notre temps.

Le groupe des Young Socialists, qui doit prendre le train, part d'ailleurs dès la fin de cette intervention.

Ce n'est que plus tard que les représentants des groupes français ont la parole.

Celui de Révoltes d'abord, qui interviendra dans le même sens que les Young Socialists, mais d'une manière beaucoup plus agressive, soutenu par une véritable claque rappelant fâcheusement des mœurs qu'on pourrait espérer absentes de réunions non staliniennes.

Le représentant des « Jeunesses Communistes Révolutionnaires » qui intervient ensuite pour expliquer les perspectives de son organisation, a d'ailleurs bien du mal à parler, car il est constamment interrompu par ceux de « Révoltes » qui s'échauffent visiblement, hurlent des slogans pour le couvrir, et le fait qu'ils crient « Vive la IVe Internationale ! » n'empêche pas qu'on pourrait se croire dans une réunion stalinienne.

Toute une tactique est employée pour couvrir sa voix. Parle-t-il de pacte impérialiste que l'on entend scander « A bas les accords de Genève ! », de la lutte des peuples coloniaux que la claque hurle « Ben Bella », etc.

La salle est devenue un champ clos où s'affrontent dans des joutes obscures, et par organisation de jeunesse interposée, différentes fractions se réclamant toutes de la IVe Internationale. Et le spectateur innocent, qui ne serait pas au courant des liens unissant les organisations présentes à ces fractions pourrait croire qu'il assiste à une réunion politique d'aliénés, tant le tumulte paraît gratuit.

Après les dernières interventions, les « Jeunes Gardes » proposent de voter une motion de solidarité au peuple vietnamien. Le représentant de Révoltes dépose alors une contre-motion demandant à ce que le texte de la motion soit discuté et élaboré au cours des colloques qui doivent avoir lieu le lendemain, et que le vote n'ait lieu qu'après. Les organisateurs acceptent de faire voter « par acclamation » sur les deux motions, mais alors qu'ils mettent la leur aux voix, « Révoltes » déclenche un chahut indescriptible. L'estrade est rapidement prise d'assaut, sans qu'il soit possible de discerner très exactement à quel camp appartiennent la centaine de personnes qui s'y pressent maintenant.

Pendant cinq minutes, les hurlements sont tels qu'il n'est plus possible de rien entendre distinctement. Il semble bien que ça et là des coups soient échangés. Quand enfin le tumulte s'apaise on apprend que les « jeunes gardes » retirent leur motion.

Le colloque aura lieu demain. Mais on peut se demander ce qu'il pourra en sortir. « Révoltes » dans un tract distribué hors du meeting se déclarait partisan d'une Internationale de la Jeunesse révolutionnaire. On peut douter que sa manière de participer à cette manifestation contribue à faire avancer la construction de cette Internationale.

La manifestation de l'après-midi, était somme toute réconfortante. Dominée par des organisations se réclamant ou pour le moins s'inspirant largement du trotskysme, elle illustrait bien l'écho que celui-ci rencontre aujourd'hui dans la jeunesse. Une telle manifestation était impensable il y a seulement quelques années.

Les jeunes militants qui s'attachent aujourd'hui à la reconstruction de la Quatrième Internationale ont la chance de vivre à l'époque de la désintégration du stalinisme, et les possibilités de travail révolutionnaire que cela crée sont sans précédent.

L'avenir appartient au trotskysme, nous en sommes convaincus. Mais à condition que les trotskistes sachent le défendre, et n'offrent pas le triste spectacle de Liège.

Les perspectives qui s'ouvrent aux militants de cette génération sont larges, mais encore faut-il qu'ils se battent avec les qualités de la jeunesse, l'enthousiasme et la générosité, et pas en jeunes prodiges des combines d'appareil, avec des méthodes qui sont justement celles que le trotskysme a toujours combattues.

Christian JUNG.

RENAULT A L'HEURE DU SALON

PISTE D'ESSAI OU JUMPING ?

L'emploi de jockey à la R.N.U.R. n'est pas sans danger ; en effet, la semaine passée un essayeur s'est aperçu, au moment de procéder à un essai freinage dans la piste, comme c'est le cas trente fois par jour minimum, que la voiture en question était totalement et soudainement dépourvue de freins. A 60 km à l'heure, il est difficile de prendre un virage qui doit être pris à 30 km à l'heure, aussi la voiture a-t-elle pris contact brutalement avec une rembarde installée dans le virage. Heureusement pour l'ouvrier, il n'a pas eu de mal ; pour la voiture peu importe. Ce n'est pas la première fois que pareil accident survient et déjà d'autres jockeys ont eu des surprises « désagréables » de ce genre et ayant eu moins de chance ou plus de malchance, se sont retrouvés à l'hôpital.

Cela ne manque pas, à chaque fois, de provoquer de grandes discussions entre les chefs du contrôle et ceux des chaînes de montage qui, les uns comme les autres, cherchent à rejeter la responsabilité de l'accident sur le service dont ils ne dépendent pas : ben, voyons ! pour la promotion, ça la fout mal !

Ce qui doit nous préoccuper, nous autres ouvriers, c'est notre sécurité et parler de revendiquer une prime de risque, c'est faire bon marché de notre vie, car c'est elle qui est en jeu. Dans notre société pourrie, nous savons bien que tout se paie, mais nous ne devons pas marchander (et encore moins proposer de le faire), notre vie contre quelques centimes supplémentaires.

Notre intérêt n'est-il pas plutôt de réclamer des conditions de sécurité accrues. Des pistes d'essai qui ne soient pas bordées de piliers en béton, et des essais de freinage qui ne se trouvent pas avant un virage, cela doit bien exister, de même qu'il doit bien exister des pistes avec plus d'espace et des protections plus sûres.

Ce qui manque à la direction ce n'est pas tant l'espace et les possibilités de réaliser une telle chose que la volonté de le faire.

CEUX QUI NE MANQUENT PAS D'AIR

Tout le monde sait que nulle part dans l'usine l'atmosphère n'est très respirable. Cependant au point fixe où est mis au point le ralenti du moteur, c'est pire qu'ailleurs. Sur les chaînes de montage, le moteur est saupoudré d'une couche de protection composée de produits chimiques. Après deux tours de piste le moteur est toujours très chaud et cette couche de protection s'envole en fumée en compagnie des gaz d'échappement dans les narines des metteurs au point. A la suite d'une protestation de ceux-ci, la direction a décidé d'envoyer ses spécialistes. Médecins, agents de sécurité et chefs sont accourus avec leurs appareils de mesure au-dessus des moteurs. Très décontractés ces messieurs, devant ces fumées; on voit qu'ils ne purgent pas leurs poumons 30 fois par jour au-dessus de cet air des montagnes, comme c'est notre cas.

INTERDIT AUX FEMMES

Les femmes ne seraient-elles pas assez « décoratives » pour honorer de leur présence le Salon de l'Auto ?

C'est en tout cas ce qu'on pourrait penser puisque certains chefs de l'Exportation en ont interdit l'accès à toute personne de sexe féminin, même à coefficient ou à qualification égale, quand cette faveur avait été accordée aux « hommes » pour y aller sur le temps de travail.

Forme de mépris ou indice de stupidité ?

On hésite à qualifier une telle mesure. Elle ne déshonore que ceux qui l'ont prise.

D'après les résultats officieux, ces fumées ne sont pas toxiques, mais peut-être va-t-on tout de même installer des trappes d'aspiration en dessous des voitures. Mais quand ?

De qui se moque-t-on, nous connaissons l'air que nous respirons, nos yeux rouges et nos estomacs mal disposés le connaissent aussi. C'est tout de suite que la direction doit améliorer nos conditions de travail et d'hygiène, quitte à déplacer en finition le poste où est mise la couche de protection.

BILLETS POUR LE SALON

Dans certains services, nous avons eu droit à deux billets gratuits, qui ont été tirés au sort.

Certains chefs ont voulu en avoir plus que prévu. Cela leur a été refusé.

Savez-vous que chaque billet coûte 1,50 F à la Direction ? La Régie ne va pas gaspiller de l'argent pour nous payer une entrée au Salon. Sinon avec quoi pourrait-elle payer les nombreux gueuletons qui sont offerts généreusement aux « personnalités » à cette occasion ?

Quand Neyrpic licencie...

Au terme d'une crise qui a duré trois ans les établissements Neyrpic de Grenoble liquident leur usine de Croix-Rouge. Une partie de la fabrication déménage à Beauvert, le reste est définitivement cédé. L'usine va fermer ses portes.

Les travailleurs de Croix-Rouge licenciés ont en grande majorité quitté l'usine dès la semaine dernière. Pour eux la lutte est terminée. Il reste le difficile problème de leur reclassement — la moitié d'entre eux ont plus de 50 ans — mais cela devient un problème individuel.

Les actions entreprises auprès des ministères et autres inspections, n'ont donné aucun résultat pour l'instant.

La solidarité des métallurgistes grenoblois, l'agitation du comité de défense de l'emploi, les interventions des notables, tout cela n'a pu apporter qu'un soutien moral.

Ces camarades sont partis. Et leur départ est ressenti par tous.

Parmi les licenciés, les délégués sont soumis à une procédure spéciale réglementée par la Convention collective et par la loi, et pour avoir exigé le respect de cette procédure, certains parmi eux se trouvent mis à pied. La direction Neyrpic affiche une fois de plus son mépris de la loi et des travailleurs. Elle se sent en position de force.

Les syndicats ont entrepris aujourd'hui une lutte pour refuser les licenciements des délégués. Sur ce terrain ils bénéficient de certaines possibilités juridiques et la lutte n'est pas perdue d'avance. C'est une question importante. Certes un succès en ce domaine ne fera pas réintégrer les 100 camarades licenciés. Mais il importe de marquer à la direction les limites de son autorité. C'est une question de principe qui va bien au-delà des problèmes de boutiques syndicales.

Les travailleurs ne peuvent pas laisser enfoncer les relatives protections légales que les ouvriers ont acquises au cours de luttes souvent très dures. Et nous ne devons pas permettre que nos camarades délégués soient jetés à la rue sans autre forme de procès.

Une victoire dans ce domaine ne renverserait pas le rapport de force entre la direction et les travailleurs — car une centaine de camarades ont bel et bien quitté l'usine — mais un échec ne ferait qu'accroître la toute puissance et l'outrecuidance de Glasser.

A travers les délégués et quelles que soient les critiques que l'on peut adresser à la politique de leurs syndicats, ce sont les possibilités futures d'organisation et les libertés ouvrières que nous défendons.

●

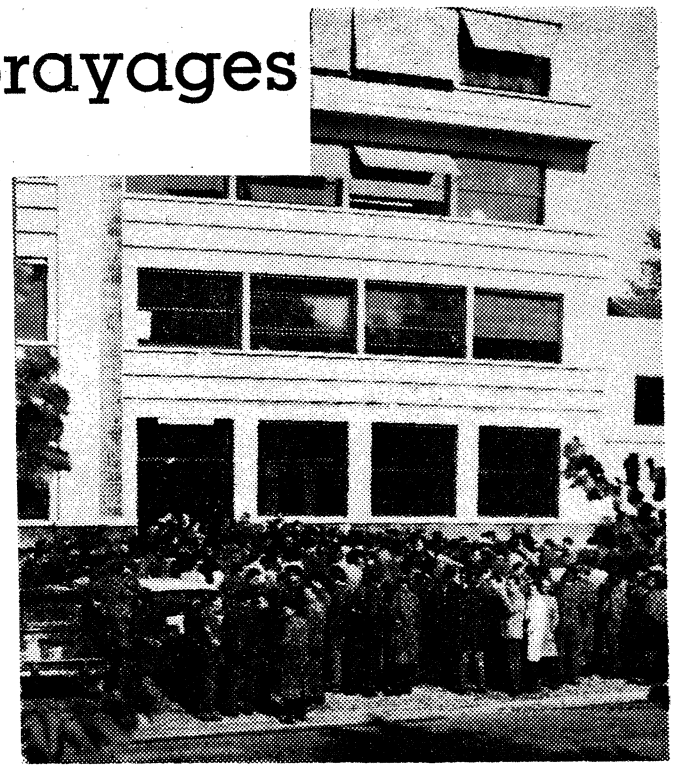
LICENCIEMENTS A LA POLYMECANIQUE

A la Polymécanique (Pantin) la direction a licencié dernièrement trois travailleurs mensuels : préparateurs et dessinateurs. Des bruits ont couru que d'autres suivraient. Surtout dans les mensuels où depuis un certain temps le leit-motiv qui revient est « qu'il y a trop d'improductifs ». Mais cela n'empêche que pour ceux qui sont plus directement à la production, le problème de la garantie de l'emploi et du salaire se pose aussi. La direction, pour éviter d'avoir à faire face à tous les travailleurs en même temps, a fait afficher une note disant qu'il ne s'agissait pas de licenciements collectifs, mais de licenciements individuels. La bonne blague !

En tout cas cela lui a suffi comme prétexte pour justifier au comité d'entreprise le fait qu'elle ne l'ait pas prévenu. La C.G.T. a protesté après coup, mais cela n'a rien changé. Voilà qui illustre bien les limites de la prétendue extension des droits des C.E.

A BRONZAVIA 3 semaines de débrayages

(Usine de Courbevoie)



Il y a maintenant 31 mois que les ouvriers de Bronzavia n'ont pas eu d'augmentation de salaires. Aussi, c'est très nombreux qu'ils répondaient à l'appel d'un débrayage lancé par la C.G.T. le 29 septembre.

Ce jour-là, au cours de deux arrêts de travail de 1 heure 3/4 et 1 heure 1/2, les délégués C.G.T., reprenant la proposition d'un jeune ouvrier, demandaient des volontaires pour constituer un comité de grève (à Bronzavia existent deux syndicats, le plus important, le C.F.T.I., est un syndicat « maison», la C.G.T. est minoritaire). En fait, ce ne sera pas un véritable comité de grève représentant les ouvriers et dirigeant la lutte, mais seulement une réunion de gens de bonne volonté prêts à « aider les délégués ».

Le lundi 3 octobre, les travailleurs décidaient de continuer la lutte en débrayant une heure par jour minimum pour défendre les revendications suivantes :

— augmentation générale et uniforme des salaires de 0,60 de l'heure ;

— paiement des heures de grève ;

— augmentations périodiques au moins égales à celles de la SNECMA.

Mais le jeudi, après en avoir décidé en petit comité, et sans prendre l'avis préalable des travailleurs, la C.G.T. présentait un nouveau cahier de revendications :

— augmentation uniforme des salaires de 0,60 F de l'heure;

— paiement des heures de grève ;

— passage au mois pour les horaires après 10 ans d'ancienneté ;

— réduction du temps de travail de 2 h 30, à commencer par les femmes (45 heures payées 47 h 30).

La revendication de la parité des augmentations de salaires avec la SNECMA, adoptée trois jours avant à l'unanimité des grévistes, était ainsi supprimée et deux nouvelles revendications étaient apparues.

Mais la C.G.T. réussissait par ses manœuvres habituelles à faire adopter ce cahier : cela consiste à faire voter le cahier en assemblée, sans souligner que ce n'est pas le même que le précédent, la principale revendication des 0,60 étant inchangée.

Il faudrait aux travailleurs une conscience aiguë du rôle exact des syndicats à l'heure actuelle et l'habitude des mouvements sérieux pour savoir que l'on ne peut pas mettre n'importe quoi dans les revendications si on n'est pas sérieusement prêts à les faire aboutir.

Il est à signaler qu'au début le C.F.T.I. est resté dans l'ombre, se joignant au mouvement sans rien dire.

Au bout de quelques jours, la Direction qui restait jusque-là sur ses positions, proposa une augmentation de 2 % payée pour les uns en janvier de l'année prochaine, pour les autres en mars, toujours de l'année prochaine et des promotions individuelles pour novembre... de cette année, ainsi qu'une réduction de l'éventail des taux dans les diverses catégories.

Les ouvriers répondirent par un refus catégorique et décidèrent de continuer le mouvement.

Le sixième jour, la maîtrise se joignait aux arrêts de travail ; mais après une réunion direction cadres et les pressions exercées par ces derniers, elle reprit le travail.

Bronzavia commence maintenant sa troisième semaine de débrayages.

Le vendredi 14 octobre, la Direction faisait diffuser une note dans laquelle elle voulait montrer les avantages des ouvriers de Bronzavia par rapport à ceux des autres entreprises d'aéronautique. De plus elle faisait apposer une note au panneau d'affichage dans laquelle elle se plaint d'avoir dû refuser des commandes à cause des heures perdues, et elle fait planer des menaces de compression du personnel. Mais rien n'est encore perdu et comme elle le dit « il est encore temps de rattraper le retard et de remonter la pente — qui est rude. Il faut le faire immédiatement, vite et travailler dur. Demain il peut être trop tard. Votre mission à chacun est nette et claire. Je suis sûr que vous allez l'accomplir avec énergie, courage et loyauté.

Vous éviterez ainsi que la porte soit ouverte sur l'incertitude, la récession, la reconversion et leur cortège de malheurs. »

A la suite de cette note, le syndicat « maison » diffusait un communiqué où, résumant la note de la Direction, il concluait :

« Le syndicat C.F.T.I. ayant lutté au maximum pour ses revendications et ne voulant pas rompre définitivement les pourparlers avec la Direction, désire que ses adhérents, sympathisants cessent toute manifestation dans l'immédiat.

« Nous ne pouvons nous permettre de laisser des ouvriers ayant charge de famille, étant âgés ou sans spécialité, se retrouver à courir les bureaux de placement.

« Devant ce cas de conscience, nous ne pouvons nous permettre de choisir notre ligne de conduite. »

Le Syndicat C.F.T.I.

Les ouvriers, eux, sont toujours prêts à continuer le mouvement. Certains syndiqués ont déchiré leurs cartes syndicales et en sont même venus aux mains avec leurs délégués.

La C.G.T., qui en fait dirige les débrayages depuis le début, ne propose rien de précis, en réponse au sabotage C.F.T.I. Elle dit seulement : « Peut-être serons-nous amenés à changer notre forme de lutte, c'est possible. Mais jamais nous n'abandonnerons le combat. »

La C.G.T. va-t-elle intensifier la lutte ou, comme elle l'a déjà proposé, va-t-elle décider la grève des secteurs-clefs ? La seconde solution est la plus probable. Elle ne servirait qu'à diviser les travailleurs de Bronzavia et à enterrer le mouvement, mais aux yeux de la C.G.T. ce serait une bonne fin.

ROD.

A KLEBER-COLOMBES

Avec ses 3.000 ouvriers, une des premières usines de pneus

LES POIDS LOURDS VONT-ILS ACCROCHER LEUR DEUXIÈME ?

Cette année, dès le début septembre le mouvement revendicatif démarrait dans les ateliers.

Cela commença aux 4 cylindres (fabrication des tissus caoutchoutés) où les ouvriers, à la suite d'une modification de la prime virent la productivité accrue sans augmentation de salaire. Dès le deuxième débrayage ils obtenaient une augmentation de 20 à 35 centimes de l'heure. Ce mouvement strictement d'atelier encourageait les autres ouvriers de l'entreprise à des actions semblables et la C.G.T. s'empressait d'ailleurs d'écrire : « ... et chacun de nous, dans nos ateliers réciproques, devons y méditer. Ce qui a été valable pour un groupe d'ouvriers peut et doit l'être pour les autres ateliers ».

Mais déjà dans un autre secteur de l'usine, à la fabrication Poids Lourds, un mouvement lui aussi sur la base stricte de l'atelier était en cours.

Fin septembre, les trois équipes, deux de jours et une de nuit, avaient signé une pétition organisée par la C.G.T. pour réclamer cinq points en plus pour tous sur le coefficient hiérarchique (ce qui équivaut à peu près à 25 centimes de l'heure et une augmentation de 10 % sur les primes qui groupent près d'un quart du salaire).

La veille de l'entrevue avec la Direction, une note affichée annonce que le président-directeur général accorde généreusement, pour toute l'usine... 2 %. Aux Poids Lourds, cette note ne fait qu'augmenter le mécontentement et dès qu'à la demande des cinq points la Direction oppose une réponse négative, un débrayage d'une heure est organisé dans chaque équipe, rassemblant plus de 90 % des ouvriers. C'est le deuxième débrayage.

Le mouvement démarre donc de façon « traditionnelle ». Mais le ton va monter à la suite d'une entrevue avec la Direction qui va durer deux heures. La Direction ne lâche rien et propose pour améliorer leur salaire aux ouvriers de l'atelier qui sont tous des OS, comme à l'ensemble de la fabrication, de suivre des cours de techniciens, chefs d'équipe et dessinateurs... C'est une gifle à ceux qui n'ont pas eu la chance de pouvoir suivre des études, et ils le prennent comme tel, ils s'en souviendront.

Face à cette intransigeance, les ouvriers votent la continuation du mouvement et incluent dans leurs revendications le paiement des heures de grève. La même chose se passera dans les trois équipes.

Si au démarrage c'est le syndicat C.G.T. qui a entraîné les ouvriers dans les débrayages, maintenant l'atmosphère s'est un peu échaufffée et les débrayages « collent » au mécontentement.

La semaine suivante un débrayage de deux heures est organisé en fin et en reprise d'équipe. L'ambiance a encore monté d'un ton et c'est avec enthousiasme et bonne humeur que les ouvriers se rendent au bureau du Comité d'entreprise pour se réunir, il ne reste pratiquement plus personne dans l'atelier, à part les chefs. La revendication sur le paiement des heures de grève est reprécisée ; on commence à parler un peu d'un éventuel élargissement, de « mettre le paquet », de revendications plus unitaires, car le patron se base pour refuser les cinq points sur le fait qu'il ne peut toucher à l'échelle hiérarchique garantie par la Convention collective adoptée en 1953 par les syndicats et le patronat de la chimie.

A la réunion commune des deux équipes pendant le débrayage, le principe de trois heures de grève par semaine est adopté, bien qu'en fait un bon nombre d'ouvriers soient pour aller plus franchement. Mais les militants de la C.G.T., au lieu de se faire l'écho des plus combatifs et qui sont la majorité, préfèrent se faire les porte-parole de la minorité timorée. Un comité d'action est mis sur pied par les délégués pour organiser les débrayages.

Une heure de débrayage se fait donc en fin de semaine. Mais beaucoup sentent instinctivement que le mouvement arrive à un tournant. D'abord un nombre de plus en plus grand est partisan de transformer les cinq points en augmentation chiffrée, horaire. Mais surtout les ouvriers sentent que s'ils continuent sur cette lancée, le mouvement va s'effriter et tomber à l'eau. On en est à 7 heures de débrayages. C'est peu et beaucoup à la fois. Une bonne partie est décidée à aller de l'avant, sans savoir vraiment où, s'il n'y a pas de réponse positive à la fin de la semaine.

Devant la résistance de la Direction et la nécessité de revoir les moyens d'action, le syndicat, par l'intermédiaire de ses responsables, n'aide certainement pas les ouvriers à faire plier la Direction.

Le syndicat tient à rester dans le cadre des débrayages d'une heure par ci, une heure par là, pour alimenter le communiqué.

Or, parmi les ouvriers commence à circuler l'idée de poser d'abord une revendication qui puisse être reprise par les autres ateliers, certains parlent d'une augmentation d'un franc de l'heure et de l'élargissement des débrayages aux autres ateliers — des débrayages et des dépôts de revendications ont lieu un peu partout, au boudinage, aux chambres à air, à la fabrication touristes, à la mécanique et à la finition.

C'est d'ailleurs là la seule voie pour faire céder le patron. Mais ce n'est que dans la mesure où le mécontentement des ouvriers sera suffisamment grand pour contrer le frein de sa propre organisation syndicale qu'il leur sera possible de la prendre.

L. FAIRMAN.

A LILLE Depuis plus d'un mois

LES TRAMINOTS SE BATTENT

Le 19 septembre les 250 chauffeurs-receveurs de la C.G.I.T. se mettaient en grève. A côté de revendications assez générales, réduction du temps de travail (45 h payées 48), augmentation de salaire sous la forme d'une prime de productivité, ils réclamaient également le règlement intégral par la compagnie des amendes infligées aux agents pour infraction au code de la route, le reclassement des agents jugés « inaptes » à la conduite. La direction refusait toute discussion avant la reprise du travail.

Dès le début de la grève les agents de maîtrise assurèrent le « ramassage scolaire » à la place des grévistes. Puis, quelques temps plus tard, les compagnies de cars privées furent autorisées à faire des arrêts supplémentaires aux heures de pointe. Enfin, le 6 octobre, la préfecture du Nord mettait à la disposition de la C.G.I.T. 40 camions militaires, et ceci, bien entendu, dans « l'intérêt des usagers ». De son côté, la Direction a tenté de monter les ouvriers des garages contre les grévistes en les mettant au chômage forcé pour réduire ses frais généraux ».

Malgré toutes ces tentatives de briser leur mouvement, les traminots continuent. La C.G.T., qui a chapeauté la grève dès le début, n'a rien fait pour étendre le mouvement. Mieux, lorsque la Direction a présenté ses premières propositions (diminution journalière de 7 minutes 30 à partir du 1er juillet 1967, reclassement pour les conducteurs inaptes... après 20 ans d'ancienneté et 50 ans d'âge) le bureau syndical a demandé aux grévistes de faire preuve de réalisme. Lors de l'assemblée des grévistes du 12 octobre, Bacteman, secrétaire de la Fédération C.G.T. des Transports, déclarait :

« Vous vous battez non seulement contre votre direction, mais également contre le gouvernement et les résultats acquis par un mois de lutte vous permettront de maintenir la pression dans l'avenir », ce qui était une invitation à peine voilée à s'en tenir aux « résultats acquis » par un mois de lutte et à en rester là. D'après le journal « Nord-Matin » du 12 octobre « ce discours a reçu un accueil très divers de la part du personnel rassemblé à la Bourse du Travail et la réunion devint même un temps assez houleuse, « ultras » et « tièdes » s'affrontant successivement à la tribune, les uns pour demander la poursuite de la grève jusqu'à satisfaction intégrale des revendications demandées, les autres pour souhaiter que l'on juge sur pièces, c'est-à-dire sur les récentes propositions de la compagnie. Et, comme il fallait s'y attendre, « le bureau syndical, pour sa part, a tenu un langage de modération et de réalisme et ce n'est peut-être pas tellement s'engager que d'écrire que, si la direction de la C.G.I.T. accomplissait un nouveau « geste », qui consisterait à avancer de quelques mois la date du premier palier de 7 minutes 1/2 ou encore à décider d'un second palier de réduction du temps de travail quelques mois plus tard, les responsables syndicaux proposeraient volontiers la reprise du travail ».

Demain les traminots lillois reprendront sans doute le travail. Il est peu probable qu'ils obtiennent satisfaction pour leurs revendications. La direction accordera des broutilles avec l'accord tacite des directions syndicales. Mais, quelle que soit l'issue de leur lutte, les chauffeurs receveurs ont montré qu'ils savaient se battre. S'ils échouent partiellement c'est que, isolés, ils ne pouvaient vaincre. Encore une fois la preuve est faite que lorsque les travailleurs entrent en lutte c'est d'abord aux appareils syndicaux qu'ils se heurtent. A noter également que l'**Humanité**, qui se vante toujours d'être le journal des travailleurs, a publié trois entrefilets sur cette grève en l'espace d'un mois. L'attention de ses rédacteurs a été plus particulièrement attirée par un autre événement lillois : la fuite et la capture de six lions d'une ménagerie qui, eux, ont eu le droit à une photo dans l'organe central du P.C.F.

L. S.

Il faut savoir qu'on nous trahit

Avec la grève du métro-bus on a assisté au premier mouvement revendicatif d'envergure depuis le retour des vacances.

Il est maintenant question de prochains débrayages dans les P.T.T. ou la S.N.C.F. et une nouvelle grève de la R.A.T.P. est prévue pour le 28 octobre.

Bien entendu, les travailleurs du métro et des autobus, bien que le mouvement ait été largement suivi, n'en ont pas obtenu pour autant la semaine de cinq jours qu'ils revendiquaient.

Et on peut avancer sans crainte de se tromper que les employés des P.T.T. et les cheminots n'obtiendront pas non plus satisfaction avec 24 ou 48 heures de grève.

Pourquoi ?

Eh bien, parce que le gouvernement, l'Etat-Patron, sait que les Centrales syndicales n'ont pas l'intention d'aller plus loin que ces 24 ou 48 heures de grève.

Pour le gouvernement c'est une gêne, certes. Mais même si les pertes économiques dues à ces grèves limitées sont plus importantes que le coût des avantages revendiqués par les travailleurs, le gouvernement ne cèdera pas. Parce que le gouvernement représente toute la classe capitaliste et qu'il s'agit d'empêcher tous les salaires de monter. Et les pertes dues à cette grève sont infiniment moins onéreuses pour l'ensemble des capitalistes (d'autant que dans ce cas précis c'est l'Etat qui paye) que si une brèche se faisait dans le Ve Plan par laquelle pourrait déferler une augmentation générale des salaires.

Et c'est pour la même raison qu'un patron isolé ne cède pas non plus devant des grèves limitées, même si elles se répètent. Il y a un front commun de l'ensemble du patronat et du gouvernement. Ce n'est pas un phénomène limité à la France : en Angleterre, le Premier ministre socialiste Wilson a fait voter une loi annulant toutes les augmentations de salaires survenues depuis le 1er janvier.

Alors, la « tactique » des Centrales syndicales qui consiste à « fatiguer » ou à « harceler » le patronat et le gouvernement est vouée à l'échec. D'ailleurs nous le savons tous, par expérience ; depuis plusieurs années nous avons pu en recueillir les fruits amers.

Il est remarquable de noter que les travailleurs suivent les consignes de grève avec courage, que ce soient les travailleurs du métro et du bus, des P.T.T., des cheminots ou ceux de l'E.D.F. Pourquoi les Centrales syndicales donnent-elles des ordres de grève dispersés ? Ces mots d'ordre seraient tout aussi bien suivis s'il s'agissait de faire grève tous ensemble, avec le secteur privé en plus.

A cela, les bureaucrates confédéraux répondent qu'en faisant débrayer successivement les différents métiers, on peut perturber l'économie pendant plus longtemps que par une grève générale de 24 heures sans lendemain.

Bien sûr. Et cet argument montre bien l'esprit de ces messieurs.

Il ne s'agit pas de « perturber » l'économie le plus longtemps possible. Il s'agit, dans le conflit qui oppose **TOUS** les travailleurs au front commun du patronat et du gouvernement, à propos des salaires, de la durée du travail, de la sécurité de l'emploi, de savoir qui, des travailleurs ou du patronat, l'emportera.

La façon dont les luttes revendicatives sont dirigées par les Centrales syndicales montre que les bureaucrates des sommets syndicaux sont en fait du côté du patronat.

Ils ne peuvent pas ne rien faire car alors les travailleurs leur tourneraient le dos, et ils ne pourraient plus justifier de leur emploi auprès de la bourgeoisie. Mais il n'ont pas le désir de mener les travailleurs au combat nécessaire, c'est visible pour qui veut voir.

R. G.

Dans l'aéronautique on fait des heures supplémentaires alors que 15.000 licenciements sont prévus

SUD-AVIATION (Courbevoie) Depuis plusieurs années, dans les ateliers on ne fait plus d'heures supplémentaires. Seuls les laboratoires de techniciens en faisaient. Mais il y a un an environ, la Direction les leur a supprimées, réduisant en même temps considérablement les salaires.

Les travailleurs touchés, en particulier ceux du département DE/L, avaient riposté par quelques débrayages. Car s'ils étaient d'accord sur les réductions d'horaires, ils ne l'étaient pas sur les réductions de salaires.

La Direction, cependant, laissait la possibilité d'aménagements d'horaires si un besoin impératif justifiait le dépassement des 48 heures dans un service. Actuellement, des besoins se font sentir par la fermeture prochaine des champs de tir sahariens, et comme l'Etat veut profiter de ses bases au maximum, la Direction pousse à la production. C'est pourquoi les chefs d'ateliers du Tourniquet, les chefs de service du contrôle, ceux de DE/L font pression sur les travailleurs pour qu'ils viennent travailler le samedi.

Les travailleurs de DE/L ont jusqu'à présent refusé. Ils se souviennent du tour que la Direction leur a joué l'année dernière, ils ne veulent pas être à nouveau les dindons de la farce. D'autres travailleurs des ateliers, du contrôle acceptent, estimant souvent que la Direction leur fait une faveur.

Mais ces quelques heures épisodiques n'améliorent pas énormément leur salaire. Et ce n'est pas ce qui fait avancer la cause de la diminution du temps de travail. Alors que cette dernière seule peut peut-être prévenir les 15 000 licenciements promis.

D'un côté le patronat offre un os à ronger : quelques heures supplémentaires, de l'autre la matraque : les 15 000 licenciements prévus pour l'année.

Où la C.G.T. perd une bonne occasion de se taire

Dans un tract intitulé « Les mouches du coche », la C.G.T. attaque « Voix Ouvrière » selon ses méthodes habituelles ; c'est-à-dire que faute de pouvoir répondre à nos critiques par des arguments, elle ne peut utiliser que les calomnies, et en l'occurrence, elle reprend à son compte celles du P.C.F. : « Ils sont protégés par le gouvernement pour mieux servir les patrons ».

Mais ses attaques reprochant à ceux qui sympathisent avec nos idées d'agir clandestinement dans l'usine prennent tout leur sel chez Kodak lorsqu'on sait que le bulletin V.O. a commencé par être diffusé ouvertement, en février dernier, par un militant de l'usine, syndiqué C.G.T., et qui fut licencié pour avoir distribué le bulletin à la porte. Entre temps, il fut évincé de la C.E. de la C.G.T. pour avoir osé critiquer publiquement son programme réformiste. Ces syndicalistes de choc n'ont même pas jugé utile d'informer les ouvriers du licenciement. Il est évident qu'après ce licenciement nous n'allions pas exposer d'autres camarades au même risque et le bulletin a par la suite été diffusé par des militants extérieurs à l'usine.

En fait d'hypocrisie, la C.G.T. Kodak bat tous les records puisqu'elle écrit : « Avez-vous « vu, au moins une fois, ces « forts en gueule au premier « rang devant la Direction, avec vos délégués, pour se battre (!), afin de vous obtenir « quelque chose ? Non, il est « plus facile pour ces courageux de rester dans l'ombre « à l'intérieur de l'usine et de « « hennir » très fort dans la « rue, sur un bout de papier. »

La C.G.T. essaie par ces calomnies de semer le doute dans l'esprit des ouvriers en espérant qu'ils auront perdu la mémoire.

Précisons également que la Direction fait systématiquement appel à la police pour tenter — vainement — d'empêcher la diffusion de la « V.O. », alors que les syndicats sont admis et reconnus, et que le « dialogue » syndicats (C.G.T. - C.F.D.T.) - Direction est permanent.

Ce « dialogue » arrange bien sûr le patron — paternaliste avec ceux qui jouent le jeu de la collaboration de classe — car les revendications des syndicats ne vont pas loin : pour les salaires, leur cheval de bataille est une augmentation de pouvoir d'achat de 3 % par an (exactement ce que prévoit le Ve Plan), que Kodak s'empresse de satisfaire pour que sa paix sociale soit assurée. Le but avoué de la C.G.T., « définir en commun avec la Direction une politique des salaires », est ainsi atteint. On conçoit dans ces conditions que les empêcheurs de tourner en rond dans la collaboration soient bien gênants pour la C.G.T. comme pour la Direction.

CALOMNIES STALINIENNES

Notre journal et un de nos camarades ont été récemment l'objet des attaques des staliniens à la Polymécanique. Dans la même semaine était diffusé un tract de la CGT et un tract du PCF « L'Etincelle » dont nous vous donnons quelques extraits :

« C'est dans la période de remontée démocratique que se manifestent des groupements trotskystes, et autres organisations soi-disant d'avant-garde... Ces groupes d'aventuriers n'ont d'autres soucis, comme le démontrent leurs actions, que de diviser les travailleurs en lançant des mots d'ordre révolutionnaires (occupation d'usines, pas de mouvement sans le tous ensemble) qui ne tiennent pas compte des réalités.

« D'ailleurs on les retrouve indifféremment dans le syndicat FO (ex. : UCLAF) ou bien apportant leur aide au syndicat libre, composé de fascistes, comme chez Hotchkiss. Là où la CGT est la plus forte ils essayent d'occuper des postes dirigeants pour mieux la désorganiser... »

« ...De tous temps, ces groupes pseudo-révolutionnaires ont eu le soutien de la police et du pouvoir. C'est ainsi que dans la préparation des élections présidentielles, le ministre Frey et son préfet ont organisé et financé la campagne électorale des groupes pro-Chinois pour le compte de De Gaulle... »

Et ils concluaient sur :

« ...Les travailleurs les condamneront en refusant leur matériel et en leur faisant comprendre qu'il n'y a pas de place pour eux devant les portes de la Polymécanique. »

La diffusion de « La Voix Ouvrière » a été faite normalement malgré quelques « mots » avec les « démocrates » du PCF qui distribuèrent un tract le même jour.

Dans un article de la dernière V.O. Polymécanique nous répondions que ce ne sont ni la hargne de « L'Etincelle » ni ses menaces qui nous empêcheront de nous exprimer, de distribuer notre tract et de vendre notre journal.

Pour que Schneider soit le premier producteur européen d'aciers spéciaux

Un coin de Loire où l'on nationalise la production

C.A.F.L. (Saint-Chamond). — *Actuellement, treize ans après la formation de la Compagnie des ateliers et forges de la Loire, on parle à nouveau d'éclatement de l'ancienne entreprise et de nouvelles fusions. Il est notamment question d'affilier l'usine de l'Ondaine, la plus importante de toutes, située sur Unieux et Firminy, qui emploie 6.000 ouvriers, et celle de Saint-Etienne (2.000 ouvriers) à la Société des forges et ateliers du Creusot (Schneider) pour former une nouvelle entreprise « Creusot-Loire » qui se placerait au premier rang des producteurs européens d'aciers spéciaux. Mais cette perspective de fusion laisse de côté l'usine de Saint-Chamond — 3.600 ouvriers — plus spécialisée dans la petite et grosse mécanique. Avant de conclure un accord avec Schneider, la C.A.F.L. désire régler le problème que pose Saint-Chamond, et comme elle ne trouve pas acquéreur, les pourparlers traînent en longueur. Pour le moment, la structure juridique de l'entreprise reste inchangée, mais il a été décidé de rationaliser les fabrications en accord avec diverses sociétés, dont Schneider.*

RATIONALISATION SUR LE DOS DES OUVRIERS

Rationaliser la C.A.F.L.-Saint-Chamond, qu'est-ce que cela signifie ? Il s'agit de baisser le prix de revient des marchandises et pour cela économiser sur tout.

— Baisse d'horaire (avec baisse de salaire équivalente) des improductifs ; puis de certains chantiers, ce qui touche : chaudronnerie, mécanique, contrôle, entretien, magasins...;

— nombreuses mises à la retraite anticipée;

— économie de gardiennage : jusqu'à présent les équipes du matin, du soir, et la normale, rentraient à l'usine par l'un quelconque des nombreux portails qui se trouvaient sur leur chemin. A présent, tous les portails ne sont ouverts et gardés qu'à l'heure d'entrée et de sortie de la normale; les équipes, ou ceux qui sortent plus tôt, à cause des baisses d'horaires, n'ont droit qu'à un seul portail — le portail A —. Vu l'étendue de l'entreprise, certains ouvriers ont de 15 à 20 minutes de marche à pied à faire en plus.

La rationalisation se traduit en outre par la fermeture du secteur outillage de Saint-Chamond, prévue pour la fin de l'année. La cinquantaine d'ouvriers qui travaillait dans le chantier ira travailler à Saint-Etienne, où l'outillage est plus perfectionné. Outre l'accroissement de fabrique dû à l'intensification du travail sur des machines plus modernes, ils auront les 12 km, qui séparent les deux villes, de plus à faire — aucune prime de transport n'est prévue — et ils perdront l'avantage de rentrer manger chez eux, le midi.

REACTIONS

Quelles sont les réactions des ouvriers devant cette situation ? Pour l'instant, elles sont nulles. Tout le monde attend, s'informe. Pour avoir des informations sur la politique de l'entreprise il faut lire patiemment, chaque jour, les journaux locaux où, de temps en temps, on trouve un maigre entrefilet des syndicats qui protestent. A l'intérieur de l'entreprise même, ils ne font strictement rien, même pas de l'information. Et pourtant, là, ils ne peuvent pas invoquer le manque de combativité des ouvriers. Tous les débrayages qu'ils ont lancés ont toujours été suivis à 90 ou 95 %, mensuels compris. Toutes les innombrables journées de la métallurgie, journées de la Loire, 24 ou 48 heures de la métallurgie ou de la Loire, ont toujours été faites à 90 ou 95 %. C'était deux heures par ci, deux heures par là pour la semaine de 40 heures ou pour des broutilles, mais c'était toujours suivi. Que ce soit pour un licenciement ou une mise à pied, pour une sanction injustifiée ou un accident du travail, la solidarité a toujours joué.

Il est bien évident que les problèmes de reclassement ne peuvent se régler qu'à une échelle générale. Mais il est non moins évident que l'action ne peut partir que des secteurs particulièrement touchés. C'est pourquoi s'il est indispensable de réagir, il est aussi nécessaire que cette réaction ne reste pas limitée et qu'elle vise à s'élargir vers les secteurs qui sont momentanément à l'abri mais qui demain auront à faire face aux mêmes difficultés.

Il faut rompre l'isolement pour éviter d'être battus séparément.

L.

A la C.S.F.A. (Dijon) on s'empoisonne pour 5 centimes de l'heure

L'usine Bourgogne Electronique de Dijon rassemble, dans la même enceinte, plusieurs sociétés de la C.S.F. L'une d'elles, Eurista, assure la fabrication de résistances destinées aux montages électroniques.

L'une des phases de fabrication est particulièrement délicate : il s'agit de recouvrir le support isolant (un cylindre de céramique) d'une couche métallique à haut coefficient de résistivité. On utilise à cet effet un alliage à base de nickel qui se prépare à basse température ; ce mélange se vaporise facilement, dégageant des vapeurs toxiques qui s'enflamment à 18°. Le travail est effectué dans des bacs réfrigérés à l'azote, surmontés de hottes d'aspiration, et les ouvriers portent des masques à alimentation séparée.

Cependant le travail reste nocif, on s'y empoisonne lentement mais sûrement : la Direction a prévu de ne pas affecter plus de 2 ans un même ouvrier à ces postes de travail. Les risques d'accident demeurent : la Direction a pris la précaution de construire cet atelier à l'écart des autres bâtiments et de le relier à ceux-ci par un système d'alarme. Dans ce petit atelier travaillent 5 à 6 ouvriers.

Mardi 4 octobre, vers 9 heures, dans des conditions mal déterminées, une vanne d'arrivée de nickel liquide se met à fuir ; le poste de travail n'étant pas en service à ce moment précis, ni la réfrigération ni la hotte d'aspiration ne fonctionnent ; le nickel se vaporise. Dès qu'ils s'en aperçoivent, les ouvriers recouvrent le liquide de sable, mais l'atelier est déjà envahi de vapeurs toxiques qui s'enflamment spontanément à la température ambiante, enfumant l'atelier. Deux ouvriers sont touchés et conduits à l'hôpital. L'un a les mains légèrement brûlées, l'autre est gardé quelques jours en observation, les vapeurs de nickel attaquant les voies respiratoires et sensibilisant les poumons à la tuberculose.

Dans cet atelier, au salaire horaire s'ajoute une prime de risque de 5 centimes... Aujourd'hui, ces deux ouvriers ont repris le travail ; le plus jeune avait été embauché le matin même : il a tout de suite été mis « au parfum ».

LES CI-DEVANT

LA S.N.C.F. n'augmente pas ses tarifs. Mais le gouvernement qui ne craint pas d'innover lorsqu'il s'agit de prendre l'argent là où il y en a le moins, vient de trouver une formule aussi simple que scandaleuse.

Désormais, pour prendre le train, il faudra payer une prise en charge. Ceci dans un esprit soi-disant de justice, évidemment. Que l'on fasse 1.000 km ou 50 km on acquittera la même somme au départ. Le prix du transport est payé par le billet, mais ce qui paraît-il, grève le budget, ce sont les frais fixes.

Il faut payer l'employé qui délivre les billets et l'usure du ciment de la salle des pas perdus. Et cela coûte aussi cher pour un voyageur qui va à Corbeil que pour celui qui va à Nice. Cela reste à prouver. Car la délivrance d'un billet à longue distance, qu'il faut bien souvent calculer est plus onéreuse que celle d'un billet imprimé de courte distance.

De toute façon, on ne parle pas de frais fixes pour les marchandises et pourtant, d'une part, ils sont plus élevés et d'autre part, le chiffre d'affaires marchandises dépasse 90 % du chiffre de la SNCF. Celui des voyageurs est inférieur à 10 %. Mais en régime capitaliste, on se garde bien de taxer les trusts de la sidérurgie ou de la chimie qui transportent des trains entiers de charbon, de minerai ou de pétrole. Par contre l'ouvrier ou l'employé qui utilise le chemin de fer pour aller pendant le week-end rendre visite à sa famille, celui-là, il peut payer quand il partira avec sa femme et ses deux gosses à 30 ou 40 kilomètres de sa résidence, il devra payer 4 francs de plus à l'aller et autant au retour. C'est une partie non négligeable de son budget loisirs qui lui sera demandée pour combler le déficit de la SNCF.

Si la SNCF est en déficit, c'est en premier lieu à cause des tarifs préférentiels qu'elle accorde aux transports de marchandises industrielles et qui sont en fait une subvention déguisée aux grosses entreprises.

Et sur le plan voyageurs, s'il s'agit de réaliser « l'opération vérité des prix », on frappe volontairement à côté.

On nous dit : « Les cartes hebdomadaires de travail » ne subiront pas la prise en charge. Mais ces cartes profitent en premier lieu aux patrons. Si elles n'existaient pas, il faudrait donner de meilleurs salaires aux ouvriers. Pour réaliser l'opération vérité des prix, il faudrait mettre en application l'opération vérité des salaires.

Si les patrons des gros centres industriels peuvent voir affluer chaque jour des millions de travailleurs vers leurs usines, c'est parce que les trains les amènent à un prix au-dessous de la valeur réelle. Si les travailleurs ont besoin de se rendre à leur travail pour gagner leur modeste vie ; les patrons ont besoin de les voir arriver pour réaliser des bénéfices colossaux.

C'est donc à eux de payer le déficit de la SNCF.

On s'indigne de ce que dans l'industrie hôtelière on compte en supplément, le service, voire le couvert et la serviette, procédés considérés comme dépassés par l'évolution de l'économie. Mais dans les transports on institue le « péage pour les autoroutes » et la « prise en charge » dans les chemins de fer.

Le régime capitaliste décadent nous ramène au bon vieux temps de la féodalité où il fallait payer pour traverser un pont.

H. VAUQUELIN

LIRE LA « V. O. », C'EST BIEN, LA SOUTENIR, C'EST MIEUX

L'IMPERIALISME AMERICAIN sera JUGÉ à Londres prochainement

A l'initiative du savant et philosophe britannique Bertrand Russel, doit se réunir, le 13 novembre prochain, à Londres, un « Tribunal international pour juger les crimes de guerre ».

Composé d'intellectuels connus, J.-P. Sartre, L. Swartz, Isaac Deutcher, Danilo Dolci, etc., ce tribunal devra rassembler et étudier minutieusement preuves et témoignages concernant les crimes contre l'humanité que l'impérialisme U.S. commet journellement au Viet-nam.

Citant fort opportunément et non sans ironie le procès de Nuremberg, Bertrand Russel rappelle qu'il existe un précédent qui légitime son initiative. Il y a vingt ans, en effet, à Nuremberg, les criminels de guerre vaincus étaient jugés par d'autres criminels de guerre, vainqueurs ceux-là, à qui leur victoire conférait non seulement l'impunité, mais aussi une certaine audace. L'audace de s'ériger en champions de la civilisation. Et c'est sans complexe que le premier procureur de la Cour suprême des Etats-Unis, Jackson, déclarait alors devant le tribunal qui jugeait les dirigeants de l'impérialisme allemand vaincu : « Le véritable plaignant que nous avons à écouter est la civilisation». Cette civilisation-là, porteuse de misère et de mort aux quatre coins du monde, de Harlem aux rizières du Tonkin, des djebels algériens aux bidonvilles d'Amérique latine, a un casier judiciaire atrocement chargé.

Il n'est pas inutile que les personnalités réunies autour de B. Russel fournissent de nouvelles pièces au dossier. Il n'est pas inutile que l'accusé L. B. Jonhson soit jugé, même si, malheureusement le jugement ne peut pour l'instant être prononcé que par contumace. Et si le « tribunal » veut comme il en manifeste le désir accomplir sérieusement sa tâche, il aura fort à faire, et de nombreux inculpés se retrouveront dans le box des accusés virtuel avec l'actuel président des U.S.A. A commencer par ses prédécesseurs à la Maison Blanche. Y compris le « bon » président Kennedy. Et puisque le tribunal se propose de rassembler preuves et témoignages concernant les cas de « tortures et mutilations de prisonniers de génocides (camp de travail forcé et autres techniques d'extermination des populations) » pourquoi n'entendrait-il pas les hommes politiques français qui se succédèrent durant « notre » guerre du Vietnam et « notre » guerre d'Algérie.

Et c'est sans doute parce que, même si le « tribunal » de B. Russel ne juge que Jonhson et sa politique, De Gaulle se sent concerné par cette initiative, qu'il a fait déclarer par un porte-parole de son gouvernement, qu'il était « impensable » que la réunion prévue par B. Russel et ses amis se tienne à Paris. Car, si le président de la République française attaque à fleuret moucheté la politique de son vieux complice américain, il ne peut accepter que l'on fasse le procès de l'impérialisme américain, qui serait aussi le procès de l'impérialisme en général, donc de l'impérialisme français.

Il est seulement regrettable que le procès de l'impérialisme tandis qu'il est fait par les armes dans les rizières du Tonkin, ou dans les sierras d'Amérique latine, ne le soit, en Occident que par une poignée d'intellectuels.

Le jour où les prolétaires des pays industrialisés se rendront compte qu'ils ont ce procès à faire, le box ne sera plus virtuel et les condamnations symboliques. Ce jour-là est peut-être lointain, mais il viendra sûrement.

P. VIAL

UN SYNDICAT DÉTRUIT par les appareils du P.C.F. et de l'Union Départementale de la C.G.T.

Clermont-Ferrand. — Avec quelque retard, les dernières séquelles de l'échec de la grève de six semaines d'avril - mai se manifestent. Le syndicat C. G. T., largement majoritaire parmi le millier de travailleurs est décapité : le secrétaire est limogé, la moitié des délégués refusent de se représenter.

Cette crise ne résulte pas de la répression patronale, mais de manœuvres des bureaucrates syndicaux de l'Union départementale alliés aux responsables locaux du Parti communiste. Ils avaient une revanche à prendre : malgré leur pression, le syndicat CGT Olier avait accepté de prendre ses responsabilités dans une grève qui, bien que limitée à quatre heures par jour et circonscrite aux ateliers, était trop sérieuse pour qu'ils ne tentent pas de l'étouffer. Les ouvriers Olier n'oublieront pas de longtemps, « les Messieurs de la Maison du Peuple qui venaient leur prêcher la reprise et les suppliaient de ne plus envahir les bureaux de la direction ».

L'isolement du mouvement organisé par le syndicat des Métaux, le retard des secours, aidèrent Tevissen, le patron de combat de l'entreprise, directeur de la chambre patronale de surcroît, à ne céder que le stict minimum. Le travail reprit d'abord pour une minorité, puis par l'ensemble après un accord qui ne compensait pas et de très loin, les sacrifices consentis.

Aussitôt, la section Maurice Thorez du P.C. sortit un tract pour féliciter ceux qui avaient repris les premiers en expliquant « qu'il faut savoir arrêter un mouvement ».

Depuis, l'Union départementale a manœuvré, s'appuyant sur quelques éléments, les moins conscients du syndicat et en particulier un ancien secrétaire dont elle avait dû jadis se débarrasser tant il était compromis. Mais, plus que ces rares appuis, sans influence dans l'usine, c'est la démoralisation des militants qui lui a permis l'éviction de l'ancienne direction syndicale le mercredi 28 septembre. La réunion appelée pompeusement congrès, prévue pour entériner le fait, aura lieu un dimanche matin pour ne déplacer que de rares initiés, et non pas dans la cour devant tous... et pour cause.

S'il n'y a eu que quelques accrochages dans les ateliers, les travailleurs, malgré les vendanges qui multiplient le travail, ne sont pas indifférents. Ce nouveau syndicat n'est pas le leur. La nouvelle équipe le sent déjà car la chasse aux candidats délégués prend cette année une ampleur toute nouvelle. Les élections qui auront lieu bientôt verront probablement un nombre d'abstentions record et des noms largement rayés.

Le syndicat n'existe plus, l'appareil l'a détruit. Mais, avec ou sans mandat, les ouvriers conscients ont fait l'expérience des bureaucraties du mouvement ouvrier. La leçon ne manquera pas tôt ou tard de porter ses fruits.

PERMANENCES

● PARIS :

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h 30 à 19 h.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi de 17 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 27, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi de 18 h 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi de 17 h 30 à 19 heures.**

● BANLIEUE :

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis de 18 h à 19 h** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Galliéni (métro Croix de Chavaux), **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30.**

LEVALLOIS - Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A.-France), **tous les mercredis de 17 h. à 19 h.**

● PROVINCE :

BESANÇON : Café Grandvelle tous **les mercredis de 17 h. à 19 heures.**

BOURGES : Café « Le Penalty » Bd d'Auron, **les jeudis 20 octobre et 3 novembre de 19 h à 20 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **les jeudis de 17 h à 19 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charny, **tous les jeudis de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE : « Café d'Autrans » 5, Cours Berriat, **tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis de 15 à 17 heures.**

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi de 17 à 20 heures.**

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8e **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

MARSEILLE : Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) **les jeudis 20 octobre et 3 novembre de 18 h à 20 h.**

ROUEN : Café « Le Bretagne » Place du Vieux Marché, **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant, 23, rue des Tréfileries, **les jeudis 20 octobre et 3 novembre de 15 h à 16 h.**

SAINT-CHAMOND Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, **les vendredis 21 octobre et 4 novembre de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-NAZAIRE : Café Paris-Sports, Place Marceau, le **samedi de 16 heures à 17 heures.**

SOCHAUX : «Café de la Gare», **tous les vendredis de 13 h à 14 heures.**

TOULOUSE : Café « Le Béarn » Place St-Michel. **Tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**